

BILAN STATISTIQUE DES PRETS CONVENTIONNES DE L'ANNEE 2017

A) Des taux très bas.....	3
B) Augmentation du nombre de logements financés par des PC et des montants par rapport à 2016.....	4
C) Six PC sur dix pour l'ancien.....	6
E) L'ancien majoritaire pour tous les prêteurs.	9
F) Près de neuf PC sur dix sont des PAS.	11
G) Evolution des parts de marché.....	13
H) Une part de PC à taux variable toujours très basse.....	15
I) Un montant moyen prêté en hausse, mais avec des grandes disparités.	16
1 Comparaison par type d'opération.....	16
1) Comparaison par type de taux.....	18
2) Comparaison PAS et non PAS.....	18
3) Comparaison par établissement.....	19
J) Une baisse du nombre de logements financés par des PC théoriquement éligibles à l'APL.....	19
K) Les montants versés en baisse.	20
L) Hausse des amortissements et des remboursements anticipés.....	21
M) L'encours des prêts : 68,1 milliards d'euros.	21
ANNEXES.....	24

PRETS CONVENTIONNES STATISTIQUES ANNEE 2017

Les prêts conventionnés sont des prêts régis par les articles R.331-63 et suivants du CCH qui peuvent être accordés par des établissements signataires d'une convention les habilitant à consentir des prêts conventionnés à :

1° des personnes physiques qui construisent ou acquièrent des logements neufs ou celles qui acquièrent des logements existants et, le cas échéant, les améliorent.

2° des personnes physiques, propriétaires d'un logement et qui réalisent, dans ce logement, des travaux d'amélioration et des travaux destinés à réduire les dépenses d'énergie.

3° des syndicats de copropriétaires qui réalisent des travaux d'amélioration de logements achevés depuis au moins dix ans et des travaux destinés à réduire les dépenses d'énergie dans des logements existants au 1er juillet 1981 ou ayant fait l'objet, avant cette date, d'une demande de permis de construire, et ce, dans des immeubles où les logements appartenant à des personnes physiques et à usage de résidence principale représentent la moitié au moins du nombre total des voix.

4° des personnes physiques ou morales qui destinent un ou des logements à la location ou à la location-accession.

Le présent bilan vise à couvrir l'ensemble de ces prêts même si le 1° représente la majorité des recours au titre de l'accession. Le terme de « prêt conventionné » regroupe différents prêts :

- Les prêts conventionnés « classiques »,
- Les prêts PAS, qui sont accordés obligatoirement sous cette qualification de PAS lorsque les emprunteurs sont sous plafonds de ressources PAS, et qui bénéficient de la garantie du (N)FGAS. Ils ne peuvent financer le 4° ;
- Les PSLA, régis par les articles R.331-76-5-1 et suivants du CCH qui sont des prêts consentis aux personnes morales après agrément du préfet, en vue de la construction ou de l'acquisition de logements neufs faisant l'objet d'un contrat de location-accession, destinés à être occupés à titre de résidence principale par des personnes sous plafonds de ressources. Le PSLA accordé au vendeur est transférable à l'acquéreur ;
- Les PC « locatifs ». (un prêt conventionné classique peut également être conclu pour l'achat d'un logement dédié à la location, à la condition que le locataire en fasse sa résidence principale)

Par ailleurs, ce bilan est établi à partir des déclarations établies par les établissements. L'organisme prêteur doit fournir à la SGFGAS, au début de chaque mois ou de chaque trimestre, en fonction de la périodicité retenue par la commission bancaire pour la production de certains documents comptables :

- Un état des prêts conventionnés accordés au cours du mois ou du trimestre précédent (en nombre de logements et en montant)
- Un état des encours desdits prêts, arrêté à la date de situation comptable du mois ou du trimestre précédent.

Les prêts conventionnés garantis dans le cadre du FGAS, ainsi que ceux dont les titulaires remplissaient à la date de la demande les conditions requises pour bénéficier de l'APL, doivent être distingués des autres prêts conventionnés.

Le terme « effectifs » utilisé dans ce bilan, correspond au nombre de logements ayant fait l'objet d'une émission de prêt conventionné de la part de l'établissement prêteur encore appelé « nombre d'autorisations » déclaré par les établissements. Par « PC » on entendra donc dans le présent bilan, « logement financé par au moins un prêt conventionné¹ ».

Avertissement : les statistiques sur les prêts PAS issues des déclarations des prêts conventionnés ne sont pas directement comparables aux statistiques issues de la base de données du FGAS, ni à celles émises par la Banque de France dans la double mesure où la procédure de déclaration n'est pas la même et où les statistiques PC donnent les renseignements pour les « émissions » et les « versements »² de prêts alors que les deux autres sources (FGAS et Banque de France) indiquent les « mises en force ». De plus, dans la base FGAS des prêts garantis, certains établissements déclarent plusieurs PAS pour une même opération financée. Dans la mesure du possible, les informations de cette base sont rapportées en complément dans ce bilan.

Production de l'année 2017, en hausse en effectif et en montant : 117 288 PC pour 13,2 milliards d'euros

¹ Certains EC financent un logement avec plusieurs PC

² Rappel de quelques définitions : Les « émissions » sont (en effectif ou en montant) les prêts auparavant appelés « autorisés » pendant la période sous revue. Les « versements » sont les sommes effectivement mises à la disposition de l'emprunteur pendant la période sous revue.

Enfin les « mises en force » sont les crédits ayant fait l'objet au cours de la période sous revue, d'un premier versement effectif au bénéficiaire du prêt, quel que soit le montant de ce décaissement, Les crédits sont déclarés en une seule fois, pour le montant total accordé, dès le premier versement, quel que soit le rythme adopté ou prévu pour les versements ultérieurs.

Rappel 2016 : 111 740 PC pour 12,3 milliards d'euros
Rappel 2015 : 105 602 PC pour 12,3 milliards d'euros

Encours des PC à la fin du 4e trimestre 2017 : 68,1 milliards d'euros*

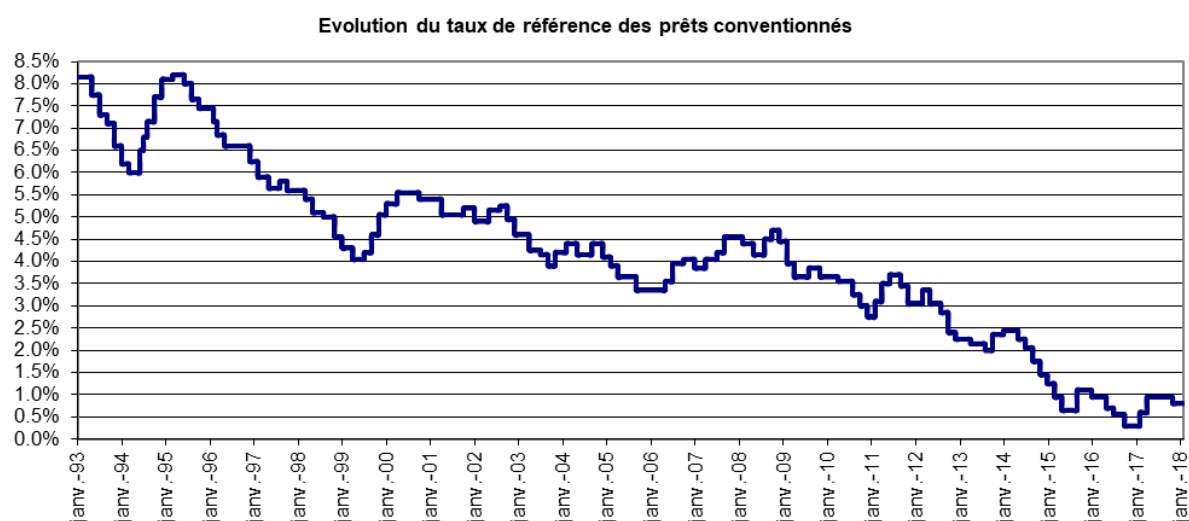
Rappel 2016 : 67,6 milliards d'euros**
Rappel 2015 : 67,0 milliards d'euros***

* Un établissement a procédé à des ajustements mensuels dont le total est de 40,6 M€ pour l'année.

** Un établissement a procédé à des ajustements mensuels dont le total est de 36,9 M€ pour l'année.

*** Un établissement a procédé à des ajustements très importants de -6,7Md€ suite à une bascule informatique, un autre a fait un ajustement de 17 613K€ (Mise à jour des méthodes de calcul - Nouveaux plans comptables des établissements de crédit).

A) Des taux très bas.



L'année 2017 commence par un taux de référence à 0,30 %, qui remonte ensuite à 0,60 % à compter du 1^{er} février 2017, puis à 0,95 % au 1^{er} avril 2017. A partir du 1^{er} novembre, il diminue à 0,80 %.

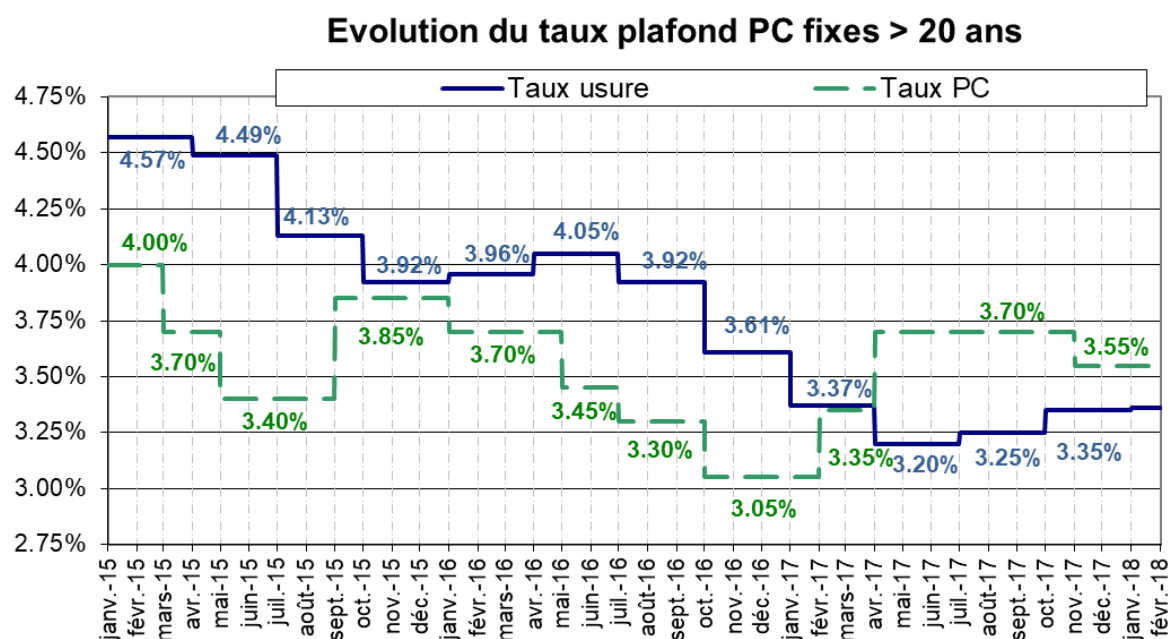
Rappels :

1. Les marges appliquées au taux de référence pour obtenir les taux plafonds sont de 2,3 % pour les PC à taux variable quelle que soit la durée et pour ceux à taux fixe d'une durée inférieure ou égale à 12 ans, de 2,5 % pour ceux d'une durée comprise entre 12 et 15 ans, de 2,65 % pour ceux d'une durée comprise entre 15 et 20 ans et de 2,75 % pour ceux d'une durée supérieure à 20 ans. Pour rappel, depuis le 1^{er} juillet 2015, ces taux plafonds sont également ceux des PAS.

2. Les taux pratiqués, majorés des divers éléments composant le T.E.G. ne doivent pas dépasser le seuil de l'usure en vigueur.

3. La base des PC ne permet pas de connaître les taux pratiqués par les établissements.

Depuis fin avril 2014 le taux plafond des PC à taux fixe d'une durée supérieure à 20 ans était inférieur au taux d'usure, la situation s'est cependant inversée depuis avril 2017.



B) Augmentation du nombre de logements financés par des PC et des montants par rapport à 2016.

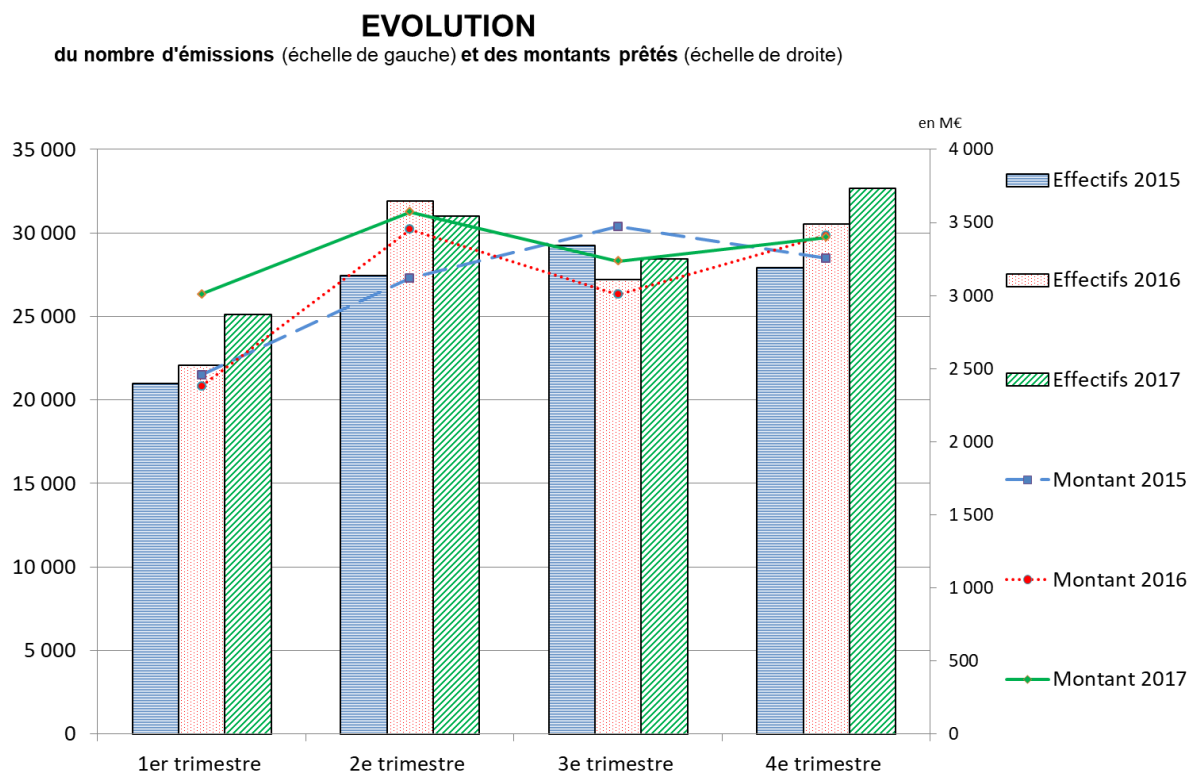
(Annexe 1)

L'ensemble de la production des PC progresse de 5,0 % en effectif par rapport à l'année précédente et de 10,7 % par rapport à l'année 2015. Cette hausse est due à la forte production de PAS (voir page 11). Le montant prêté pour l'ensemble des PC est en hausse (5,3 %) par rapport à 2016 et également par rapport à 2015 (7,5 %).

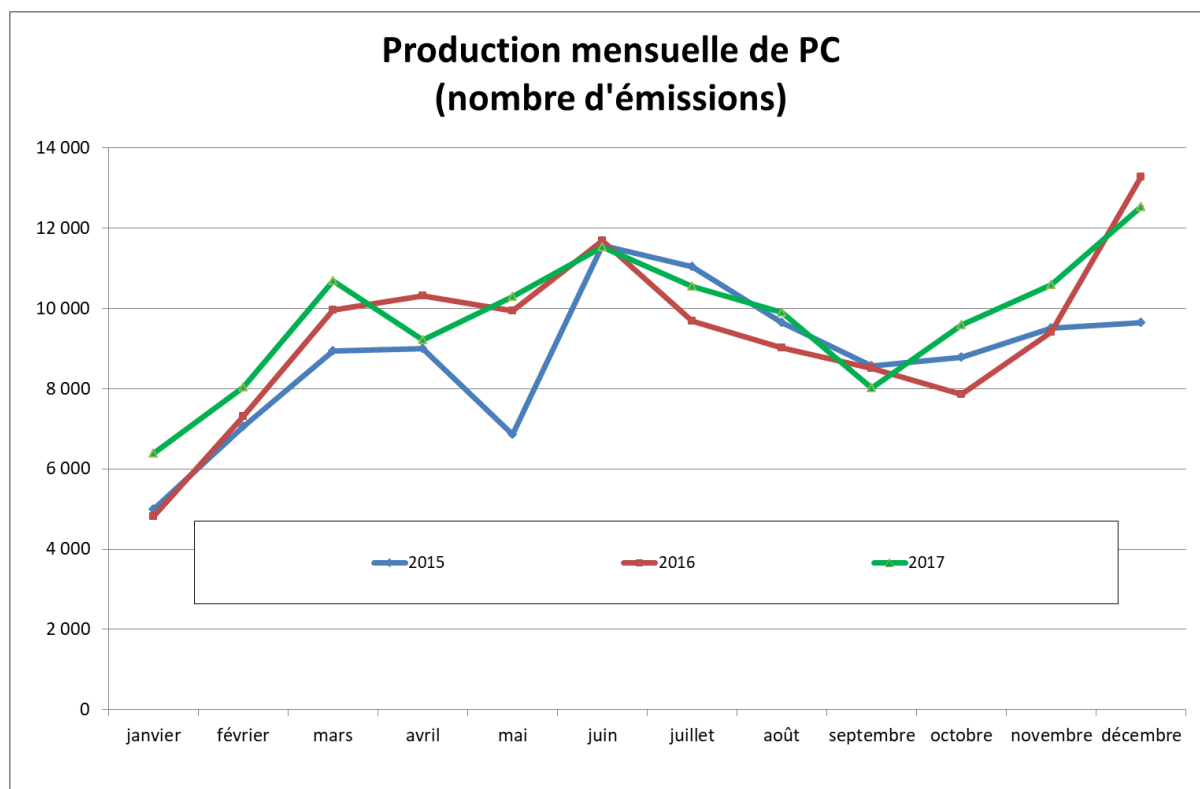
La production du premier trimestre est en hausse par rapport à 2016 de 13,7 % en effectifs et de 26,5 % en montants prêtés. Les effectifs du 2^e trimestre sont en baisse de 2,8 % par rapport à l'année précédente, alors que ceux du 3^{ème} trimestre sont en hausse (4,6 %). Le 4^e trimestre progresse de 7,1 % pour les effectifs par rapport à 2016, et baisse de 0,4 % pour les montants prêtés : il faut sans doute y voir une anticipation de la réforme 2018 qui a touché :

1. le PTZ en zone B2 et C (diminution de la quotité de 40% à 20%)
2. le PTZ en zones A et B1 (suppression de l'ancien)

3. le PAS et les PC accession en général : suppression de l'APL dans le neuf et dans l'ancien en zones 1 et 2.



La production mensuelle 2017 est supérieure ou similaire à celle de l'année précédente sur toute l'année à l'exception des mois d'avril, de septembre et de décembre. La courbe de 2017 présente un pic en juin comme les deux années précédentes. La production la plus élevée est celle de décembre.

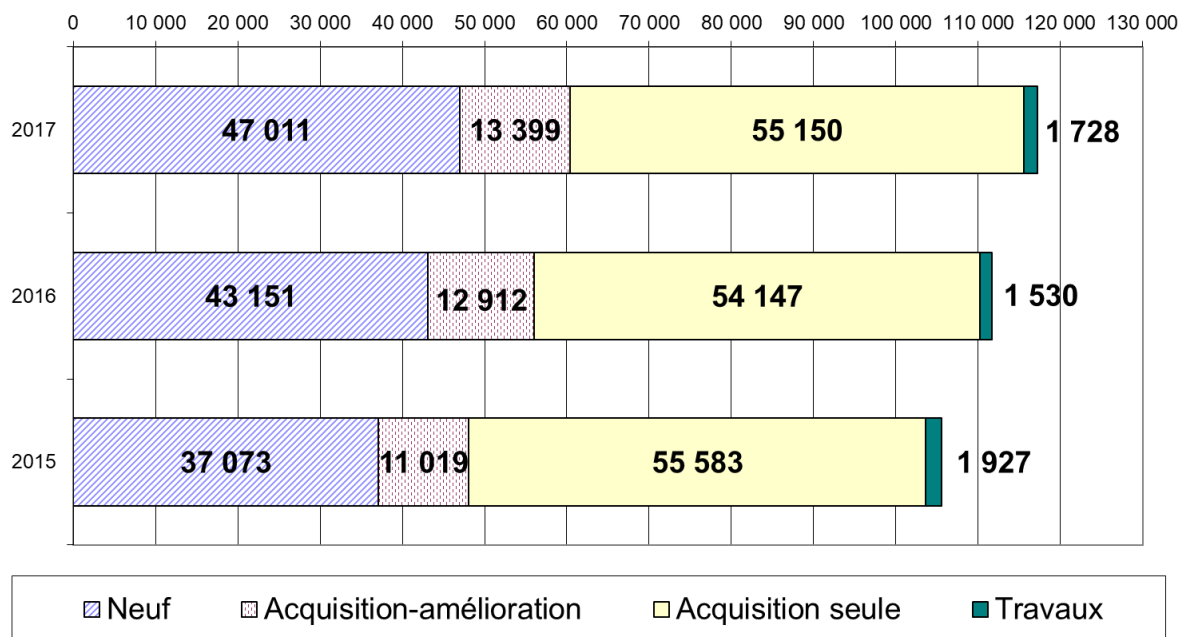


C) Six PC sur dix pour l'ancien.
(cf, Annexe 3)

L'évolution entre 2016 et 2017 est différente selon le type d'opération³. La hausse de la production se ressent pour tous les types d'opération : +8,9 % dans le neuf, +3,8 % dans l'acquisition-amélioration, +1,9 % dans l'acquisition seule et +12,9 % dans l'amélioration seule.

-
- ³ Les différents types d'opération pour les prêts conventionnés sont : Neuf : la construction ou l'acquisition de logements neufs
 - Acquisition seule : l'acquisition de logements existants (sans travaux d'amélioration)
 - Acquisition avec amélioration : l'acquisition de logements existants assortie de travaux d'amélioration
 - Amélioration seule : travaux d'amélioration de logements (sans acquisition)

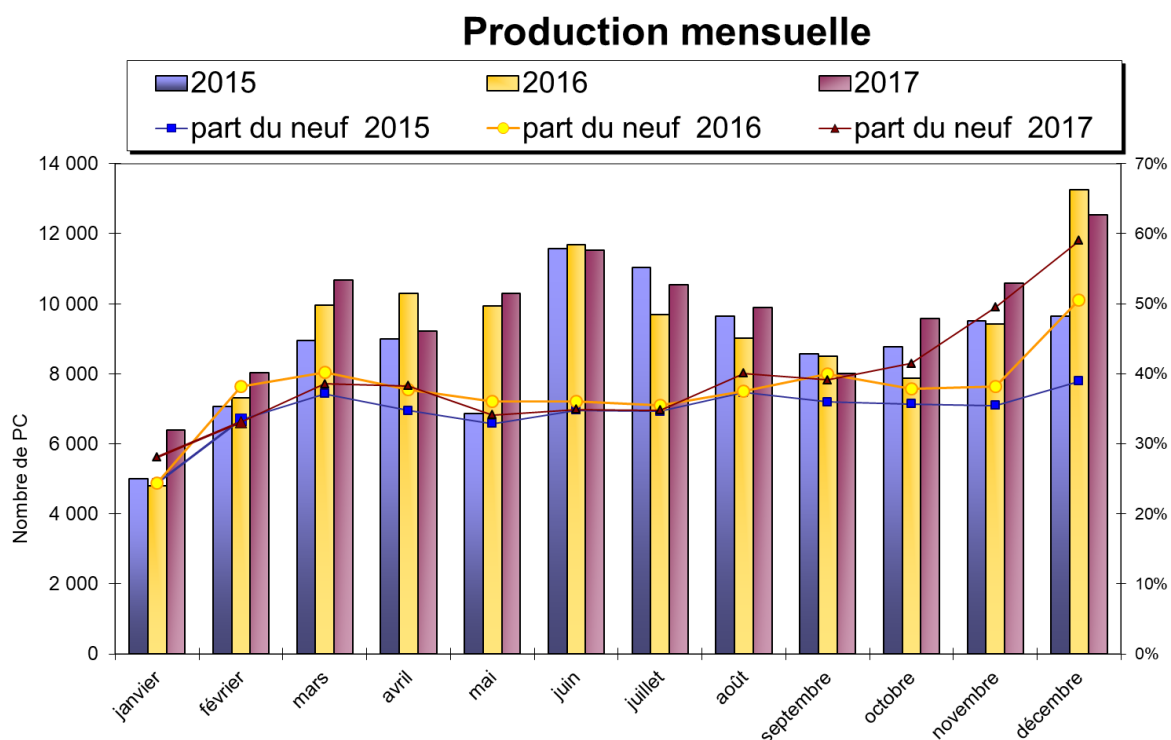
Evolution du nombre d'émissions selon le type d'opération



Les acquisitions seules représentent presque la moitié des émissions (47,0 % contre 48,5 % en 2016).

La part des acquisitions avec amélioration se situe cette année à 11,4 % (11,6 % en 2016).

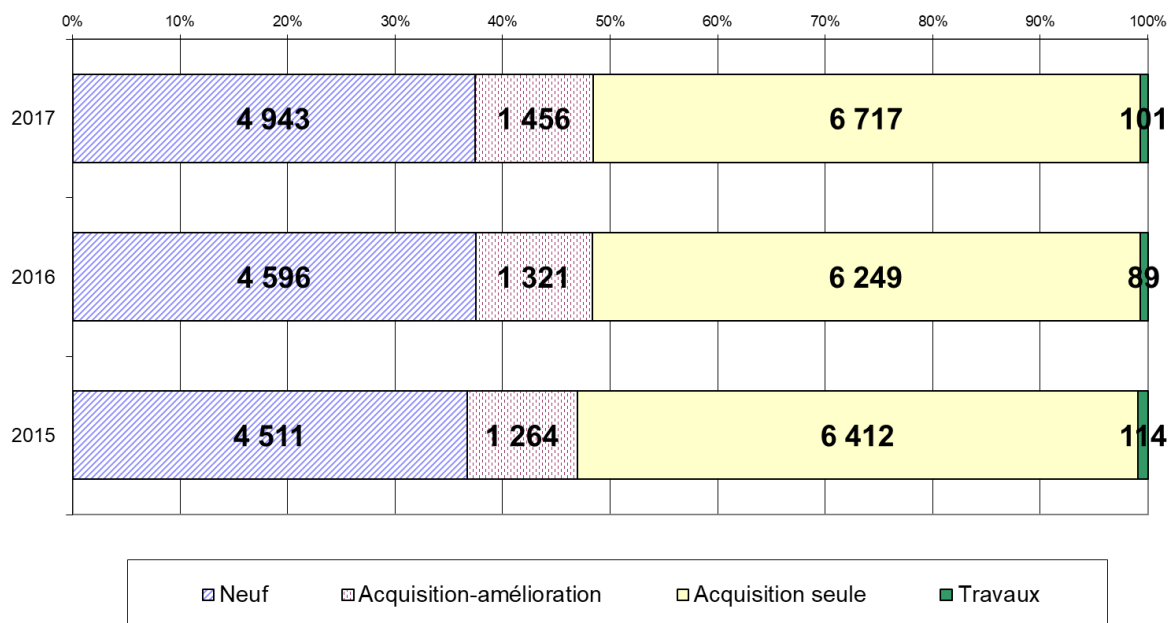
La part du neuf augmente légèrement, passant de 38,6 % des PC en 2016 à 40,1 % cette année. En 2017, de février à octobre, elle reste relativement stable (entre 33 % et 42 %). Comme les autres années, la production de PC est faible en janvier, avec seulement un quart dans le neuf. A l'inverse, en décembre 2017, près de 60 % des PC sont dans le neuf, avec une production la plus élevée de l'année.



Les travaux d'amélioration restent marginaux (1,5 % de la production contre 1,4 % en 2016).

Les montants distribués sont en hausse par rapport à 2016 (7,9 %). Cette hausse est plus élevée dans l'acquisition avec amélioration (10,2 %) et l'amélioration seule (13,9 %) que dans le neuf (7,5 %) et l'acquisition seule (7,5 %). (L'étude du montant moyen prêté par type d'opération est faite page 16)

Evolution du montant prêté (en M€) selon le type d'opération



E) L'ancien majoritaire pour tous les prêteurs.

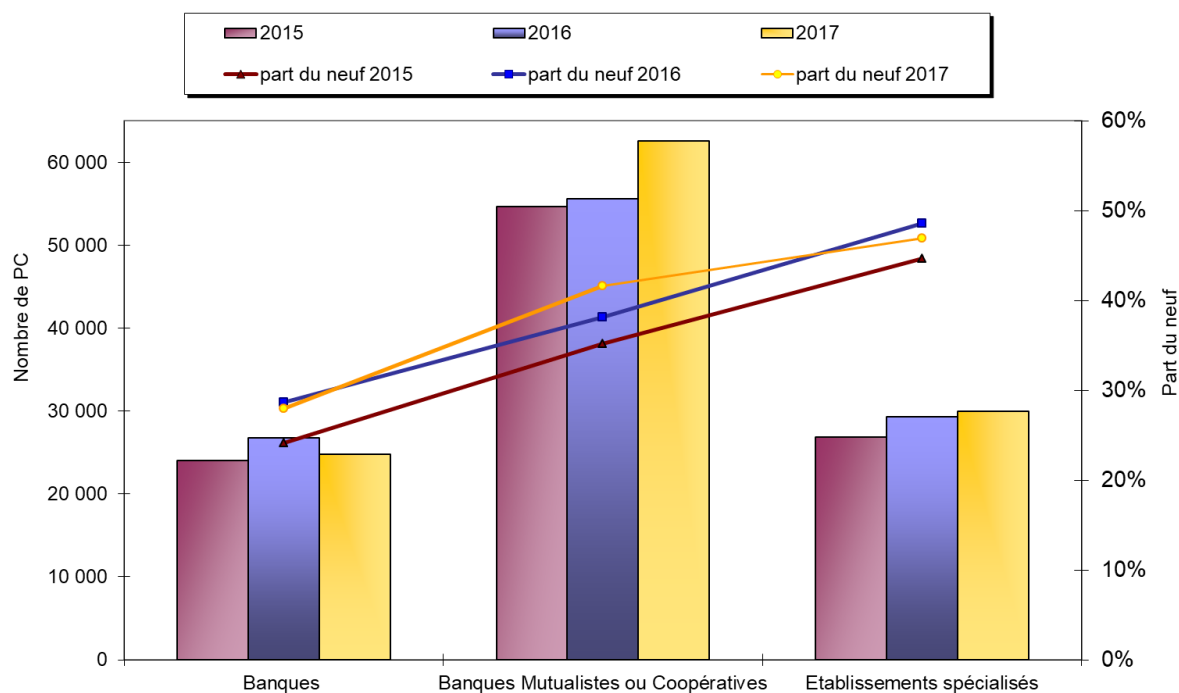
La ventilation par type d'opération est différente selon la catégorie d'établissement de crédit⁴.

La part du neuf reste plus élevée pour le seul établissement pouvant encore être qualifié de «spécialisé» en atteignant 46,9 % tandis qu'elle se situe à 41,6 % pour les banques mutualistes ou coopératives et à 28,0 % pour les banques généralistes. En 2016, ces valeurs étaient respectivement de 48,6 %, 38,2 % et 28,7 %.

⁴

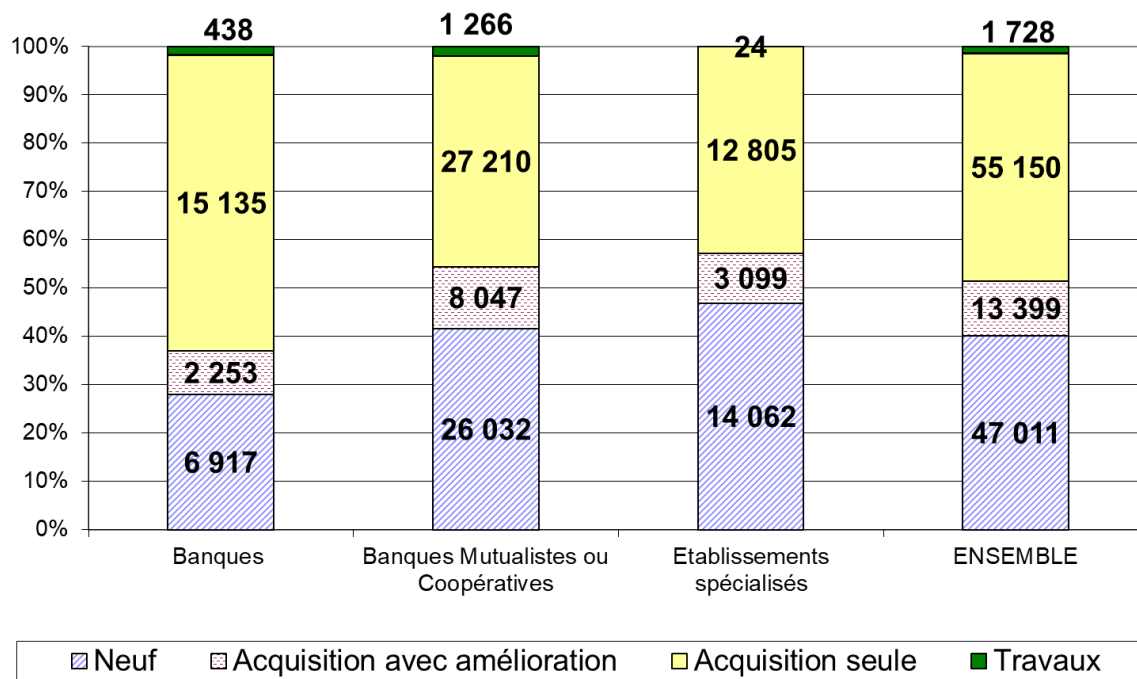
La liste des établissements est consultable en annexe 7

Production annuelle



La part du neuf pour chaque type de prêteurs varie peu au fil des années. L'acquisition seule est largement majoritaire chez les banques généralistes (61,2 % de la production) et les banques mutualistes ou coopératives (43,5 %) contre 42,7 % pour l'établissement spécialisé.

Répartition des émissions de PC (nombre de logements) en 2017 selon le type d'opération



F) Près de neuf PC sur dix sont des PAS.

(cf, Annexe 4)

En 2017, les PAS représentent 86,7 % des émissions de PC et 82,0 % des montants prêtés (respectivement 88,6 % et 84,1 % en 2016).

	Ensemble		PAS		Non PAS	
	Effectifs	Montant en M€	Effectifs	Montant en M€	Effectifs	Montant en M€
2017	117 288	13 218	101 725	10 841	15 563	2 377
2016	111 740	12 255	98 988	10 306	12 752	1 949
2015	105 602	12 300	74 276	8 023	31 326	4 278

A titre indicatif, la base FGAS⁵ contient 94 914 PAS émis pour un montant de 10 142M€ pour l'année 2017, 101 647 PAS émis pour un montant de 10 129M€ pour l'année 2016 et 87 874 PAS émis pour un montant de 9 498M€ pour l'année 2015. Cependant certains établissements y déclarent plusieurs PAS pour une même opération financière (voir le détail dans le bilan FGAS). Ainsi on compte dans cette même base, 77 924 opérations financées avec des prêts PAS émis⁶ en 2017, 81 630 en 2016 et 72 873 en 2015.

Le nombre de logements financés par des PAS augmente de 2,8 % en 2017, alors que celui des PC ordinaires augmente de 22,0 % (15 563 en 2017 contre 12 752 en 2016). Concernant les montants prêtés, ils progressent de 5,1 % pour les PAS et de 21,9 % pour les non PAS.

Ces évolutions s'inscrivent dans un marché global de la production de crédits immobiliers à la hausse de 24 % par rapport à l'année précédente⁷.

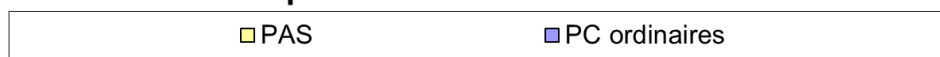
L'analyse détaillée par trimestre montre que la part des PAS en effectifs à chaque trimestre de 2017 est restée stable, allant de 85,4 % à 87,8 %. Cette part est en très légère baisse par rapport aux trimestres de 2016, dont la part de PAS allait de 87,7 % à 89,2 %.

⁵ Base FGAS avec les déclarations reçues au 16 juin 2018 qui sont loin d'être définitives (elles ne le sont en général qu'au bout d'environ deux ans)

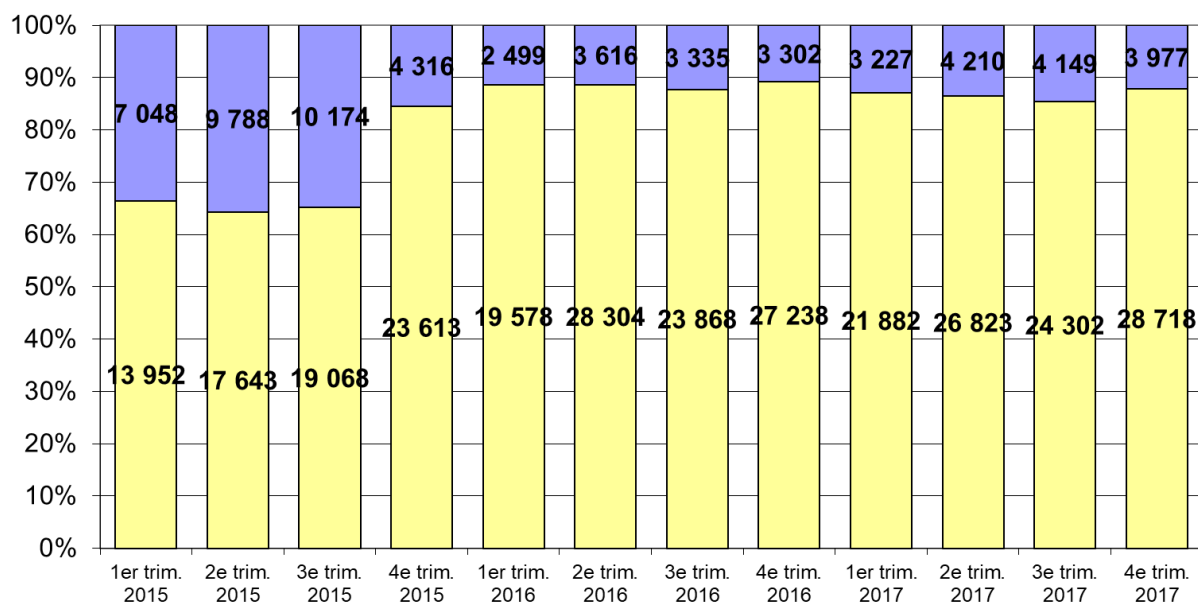
⁶ Pour mémoire dans le bilan FGAS, avec les déclarations arrêtées au 16 février 2018, il y a 78 756 opérations avec au moins un PAS pour la génération 2017, 76 558 pour la génération 2016 et 73 420 pour la génération 2015 (La génération d'une opération étant celle du premier prêt mis en force)

⁷ Source : Financement du logement 2017– Crédits mis en force accordés aux ménages – Ensemble des crédits (source : Banque de France, Direction des Enquêtes et des Publications Economiques). Voir également :

Répartition des émissions de PC



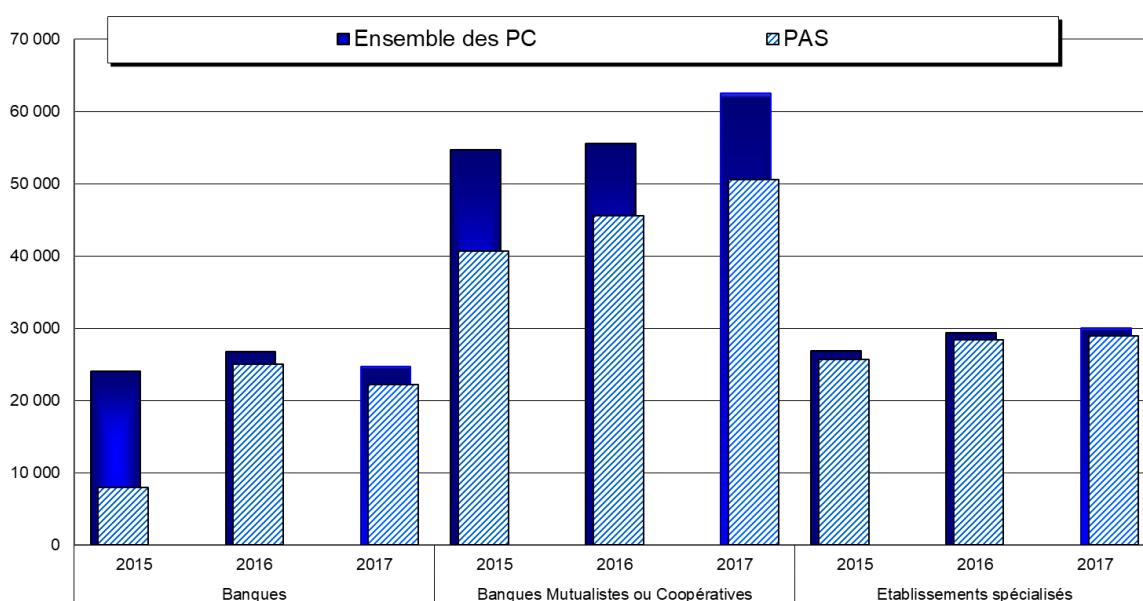
(les valeurs représentent le nombre de logements)



L'augmentation du nombre de logements financés par des PAS se ressent uniquement pour les banques mutualistes ou coopératives. Pour l'établissement spécialisé, la proportion de PAS parmi les PC reste très élevée, atteignant 96,5 % cette année, contre 96,8 % l'année précédente. Chez les banques mutualistes ou coopératives, plus des quatre cinquièmes des PC sont des PAS : 80,9 % contre 81,8 % en 2016. Cette part monte cette année à 89,7 % chez les banques généralistes (93,6 % en 2016).

Cette année, près de la moitié des PAS sont accordés par les banques mutualistes ou coopératives (49,7 % contre 46,0 % en 2016). Les établissements spécialisés distribuent 28,5 % des PAS et les banques généralistes 21,8 % contre respectivement 28,7 % et 25,3 % en 2016.

Production des PAS parmi les PC

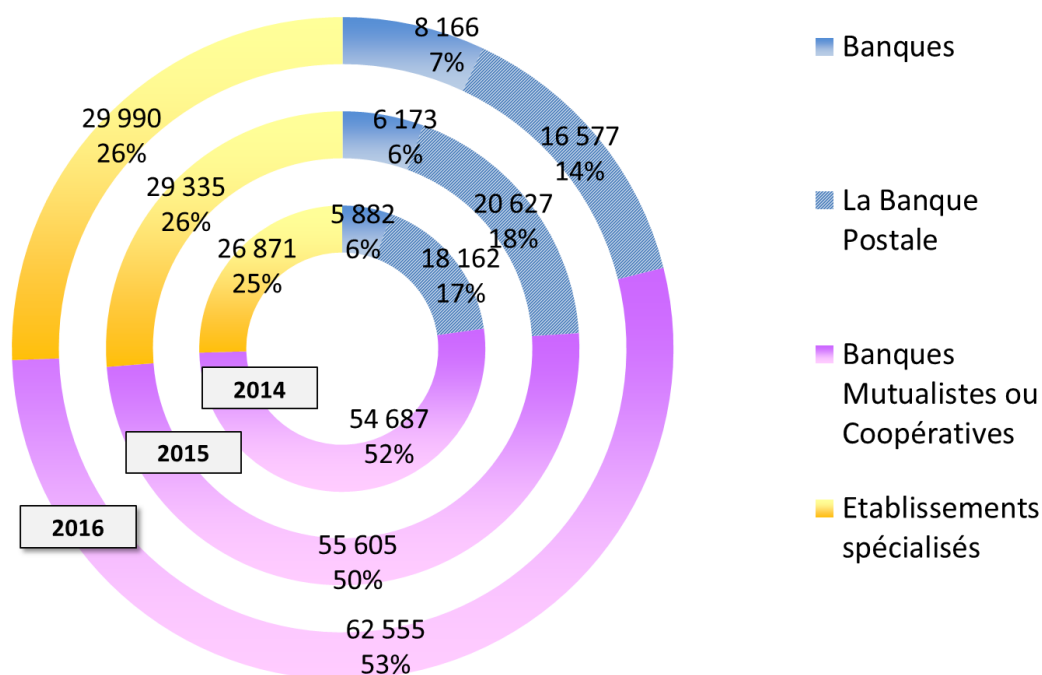


G) Evolution des parts de marché. (Annexes 2 et 6)

En octroyant la moitié des PC (53,3 %) de l'année 2017, les banques mutualistes ou coopératives restent le plus gros distributeur de PC ; leur part de marché augmente de 3,6 points entre 2017 et 2016 (49,8 %). Les établissements spécialisés perdent 0,7 point en se situant à 25,6 % cette année. Les banques généralistes baissent à 21,1 % (24,0 % en 2016).

Parts de marché

les valeurs indiquent le nombre de PC émis et la part de marché



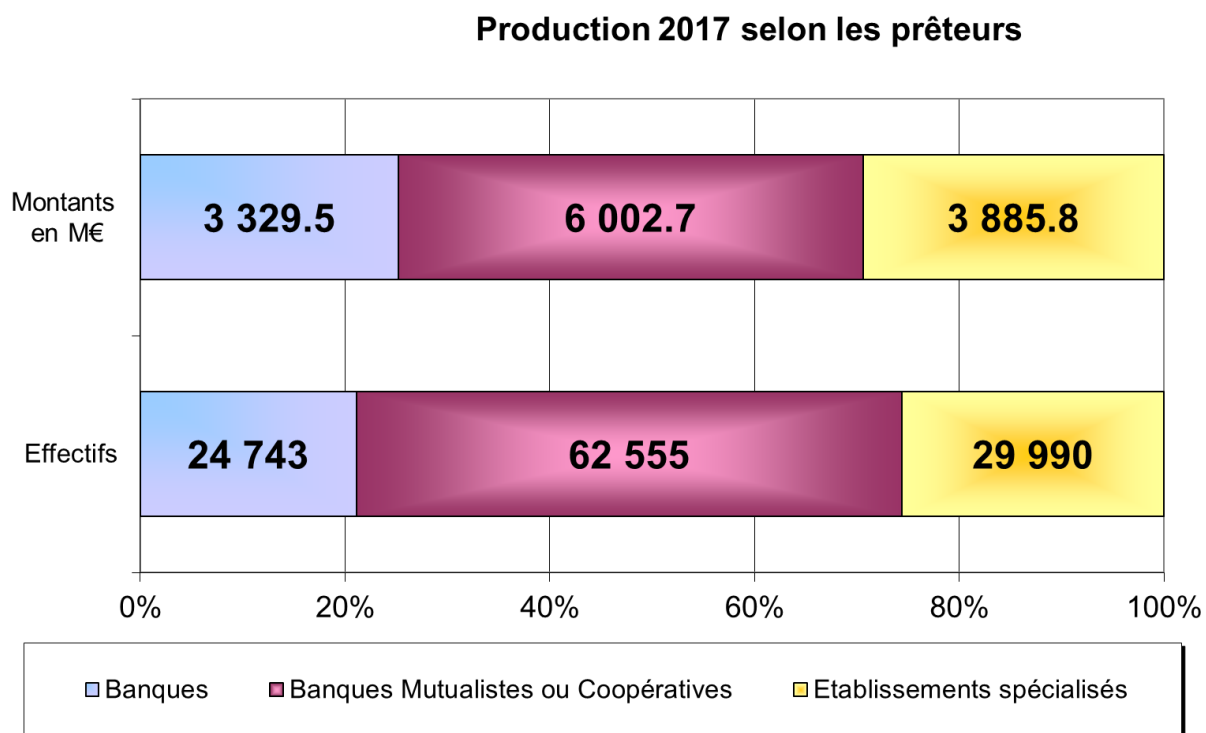
Parts de marché calculées en nombre d'émissions

	Ensemble des PC			PAS seuls		
	2016	2017	Évolution	2016	2017	Évolution
Banques généralistes	24,0 %	21,1 %	↘	25,3 %	21,8 %	↘
Banques mutualistes ou coopératives	49,8 %	53,3 %	↗	46,0 %	49,7 %	↗
Etablissements spécialisés	26,3 %	25,6 %	~	28,7 %	28,5 %	~
TOTAL	100 %	100 %		100 %	100 %	

Parts de marché calculées en montants prêtés

	Ensemble des PC			PAS seuls		
	2016	2017	Évolution	2016	2017	Évolution
Banques généralistes	27,9 %	25,2 %	↘	30,7 %	27,1 %	↘
Banques mutualistes ou coopératives	43,3 %	45,4 %	↗	36,3 %	38,5 %	↗
Établissements spécialisés	28,8 %	29,4 %	~	33,0 %	34,4 %	↗
TOTAL	100 %	100 %		100 %	100 %	

La répartition des émissions de PC selon les types de prêteurs varie légèrement selon qu'il s'agisse des effectifs ou des montants prêtés. La différence tient à ce que les établissements de crédit spécialisés distribuent des prêts d'un montant moyen nettement plus élevé que celui des banques mutualistes ou coopératives (voir détails page 19).

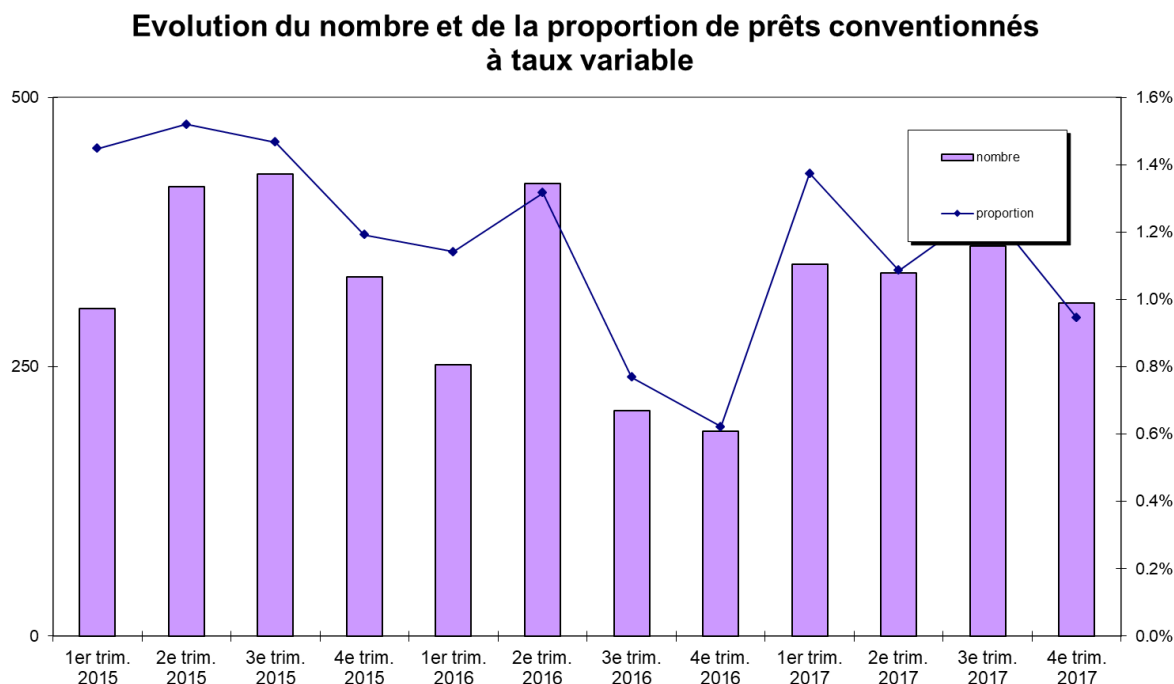


H) Une part de PC à taux variable toujours très basse.
(cf, Annexe 1)

Les PC à taux révisable représentent 1,2 % des PC émis au cours de l'année 2017, tandis qu'ils étaient à 1,0 % en 2016. Pour les montants, 1,5 % concerne des PC à taux variables.

On observe un phénomène similaire dans la base des seuls prêts garantis où la part des PAS émis à taux variable se situe à 0,3 % pour 2017, et 0,6 % pour 2016.

Une explication à ce phénomène tient sans doute aux taux de prêts fixes très bas et que compte tenu de durées des prêts élevées, la majorité des acteurs évitent d'ajouter de surcroît l'incertitude qui résulterait de la variabilité des taux d'intérêt dont l'index le plus fréquemment utilisé (Euribor 3 mois ou 1 an) est à son niveau le plus bas, ce qui rend à peu près certaine une réévaluation à venir sur une très longue durée.



Les établissements n'ont pas tous le même comportement pour la distribution des PC à taux révisable : les banques mutualistes ou coopératives restent pratiquement les seules à en distribuer (2,1 % de leur production contre 1,9 % en 2016) tandis que ce type de prêt est très marginal dans les banques généralistes (0,1 % contre 0,2 % en 2016). L'établissement spécialisé n'en a pas distribué au cours des années 2015 à 2017.

A titre indicatif, dans la base FGAS, en 2017, 0,6 % des PAS des banques mutualistes sont à taux variable tandis que leur part est nulle pour les autres établissements.

I) Un montant moyen prêté en hausse, mais avec des grandes disparités.

Le montant moyen atteint 112 697 € cette année, en hausse de 2,8 % par rapport à 2016.

1 Comparaison par type d'opération

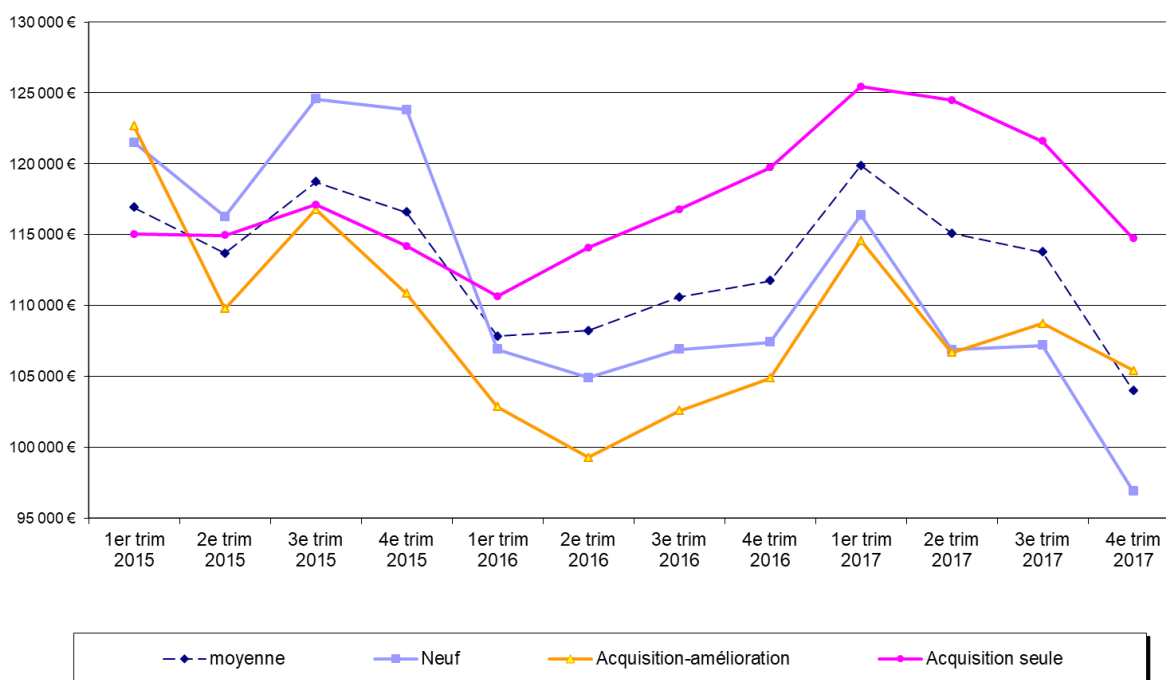
Le montant moyen pour l'acquisition seule est en hausse de 5,5 %, tout comme ceux de l'acquisition avec amélioration (+6,2 %) et de l'amélioration seule (+0,8 %). Il baisse pour le neuf de 1,3 %.

Montants moyens selon le type d'opération :

	Ensemble	Neuf	Acquisition-amélioration	Acquisition seule	Travaux
2017	112 697 €	105 153 €	108 652 €	121 803 €	58 646 €
2016	109 675 €	106 519 €	102 300 €	115 403 €	58 172 €
2015	116 480 €	121 675 €	114 717 €	115 355 €	59 042 €
Évolution 2016/2015	2,8 %	-1,3 %	6,2 %	5,5 %	0,8 %

Compte tenu du faible nombre de PC accordés pour les travaux seuls, moins de 1 800 cette année, leur montant moyen prêté n'est pas davantage détaillé dans la suite du paragraphe.

Evolution du prêt moyen selon le type d'opération



Le graphique ci-dessus, illustrant l'évolution depuis 2015 du montant moyen d'un PC par type d'acquisition, montre que :

- La réforme du PTZ, et en particulier la hausse des quotités de PTZ pour toutes les tranches de revenu, impacte le montant emprunté pour le neuf qui baisse ainsi brutalement de 13,7 % au 1^{er} trimestre 2016 par rapport au dernier trimestre 2015, celui de l'acquisition-amélioration de 10,1 % et celui de l'acquisition seule de 3,1% (la moindre baisse pour l'acquisition seule s'explique par le fait que le PTZ ne finance pas ce type d'opération).

- Pour tous les trimestres depuis 2016, les emprunteurs sollicitent un montant plus élevé quand il s'agit d'une acquisition seule, contrairement aux années précédentes où le montant du neuf était le plus haut. L'acquisition seule nécessite ainsi environ 16 650 € de plus que le neuf, sur la moyenne de l'année 2017. Cet écart est d'environ 17 800 € au dernier trimestre 2017.
- Une opération pour acquisition avec amélioration dans l'ancien nécessite depuis le 3^e trimestre 2017 un montant plus élevé que dans le neuf, inférieur à une acquisition seule d'environ 13 150 € cette année tandis que l'écart était de 13 100 € en 2016.

La baisse en fin 2017 est sans doute due au fait qu'il y a eu davantage d'opérations avec PTZ à cette période en anticipation de la réforme à venir du 1^{er} janvier 2018, ce qui laissait moins de place dans les plans de financement pour les PAS.

1) Comparaison par type de taux

Les PC à taux révisables continuent de financer des prêts d'un montant plus élevé que ceux à taux fixe⁸ (114 099 € contre 112 351 €).

Comme vu ci-avant, la proportion de prêts à taux révisables⁹ est très faible.

2) Comparaison PAS et non PAS

Sur l'ensemble de l'année 2017, le montant moyen du PAS, en légère hausse (2,8 %), reste inférieur à celui des PC ordinaires de 54 510 €.

Montants moyens selon le type de prêt dans la base PC (sauf mention contraire) :

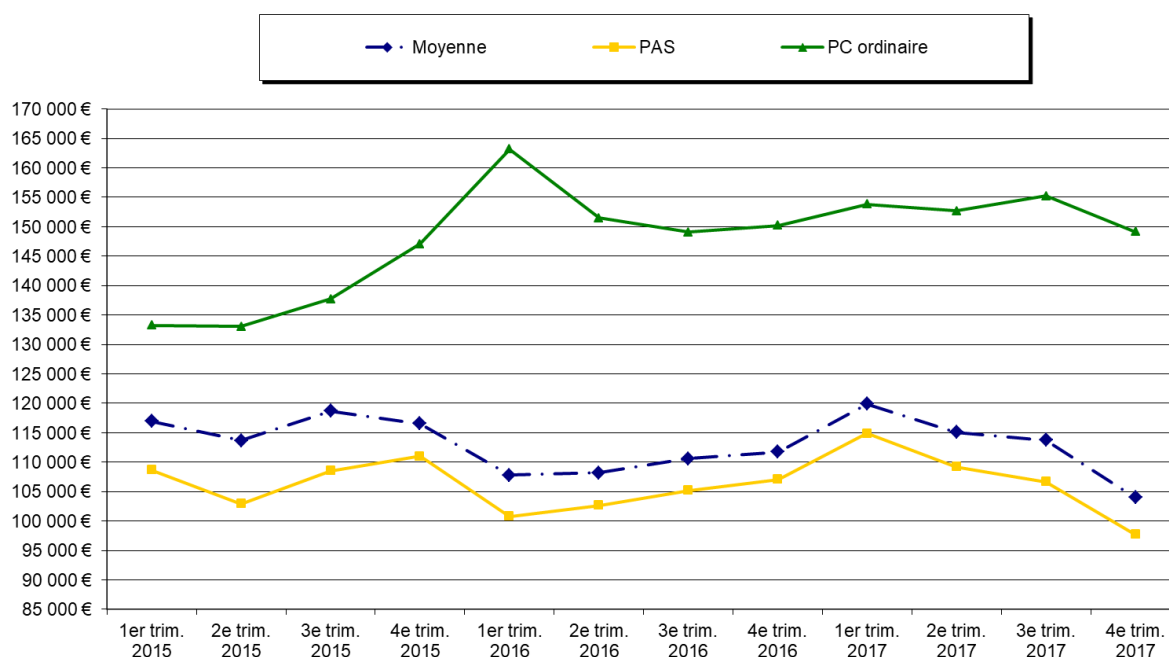
	Ensemble	PAS	Non PAS	PAS dans base FGAS
2017	112 700 €	106 580 €	152 710 €	108 300 €
2016	109 670 €	104 120 €	152 830 €	99 800 €
2015	116 480 €	108 010 €	136 560 €	108 120 €
Évolution 2017/2016	2,8 %	2,4 %	-0,1 %	8,5 %

L'année se termine avec un écart entre les deux types de prêts de 46 100 € au 4^e trimestre.

⁸ Les prêts « atypiques » (montants déclarés très élevés) ont été exclus pour les calculs concernant les prêts à taux variable.

⁹ La base de données PC n'est pas assez renseignée pour permettre d'étudier une corrélation entre montants, durées et taux variables.

Montant moyen d'un PC



3) Comparaison par établissement

Le montant moyen de l'année 2017 augmente par rapport à celui de 2016 chez tous les prêteurs. Il n'augmente que faiblement pour les banques mutualistes ou coopératives (0,6 %). La hausse pour les banques généralistes et l'établissement spécialisé sont respectivement de 5,3 % et 7,8 %. La moyenne tous prêteurs confondus est de 112 697 €, avec 95 959 € pour les banques mutualistes ou coopératives, 129 570 € pour l'établissement spécialisé et 134 562 € pour les banques généralistes.

J) Une baisse du nombre de logements financés par des PC théoriquement éligibles à l'APL. (cf, Annexe 1)

Selon les déclarations reçues, 12,2 % des PC permettraient à son titulaire de bénéficier de l'APL¹⁰ au moment de la conclusion du contrat de prêt et 12,1 % de l'ensemble des montants prêtés (contre respectivement 14,5 % et 12,9 % en 2016).

¹⁰ Si tous les PC ouvrent potentiellement droit à l'APL, celle-ci n'est pas obligatoirement versée car elle est fonction d'un barème intrinsèque dépendant notamment de la localisation de l'opération et des revenus du ménage : on entend donc ici par « éligibilité à l'APL » le versement effectif d'une APL non nulle pour l'opération considérée au moment de la conclusion du contrat de prêt (en cas de baisse de revenus ultérieure il peut se faire que l'APL soit versée même si elle ne l'était pas au début du remboursement du prêt).

On note toutefois de fortes différences selon les prêteurs : pour les banques généralistes et les banques mutualistes ou coopératives, certains établissements ne déclarent aucun ménage bénéficiaire de l'APL. A l'opposé, ce pourcentage atteint 100 % pour certains distributeurs.

Compte-tenu de la dispersion de l'information déclarée, il y a donc lieu de ne pas tirer de conclusions définitives des statistiques concernant l'APL des emprunteurs de prêts conventionnés. Pour une analyse plus approfondie de ce sujet sur les PAS, on se reportera aux études de la SGFGAS sur les prêts garantis. (cf. les bilans annuels successifs qui, depuis 2012, comportent une section intitulée « Présomption d'éligibilité à l'APL des emprunteurs »¹¹).

K) Les montants versés en baisse.

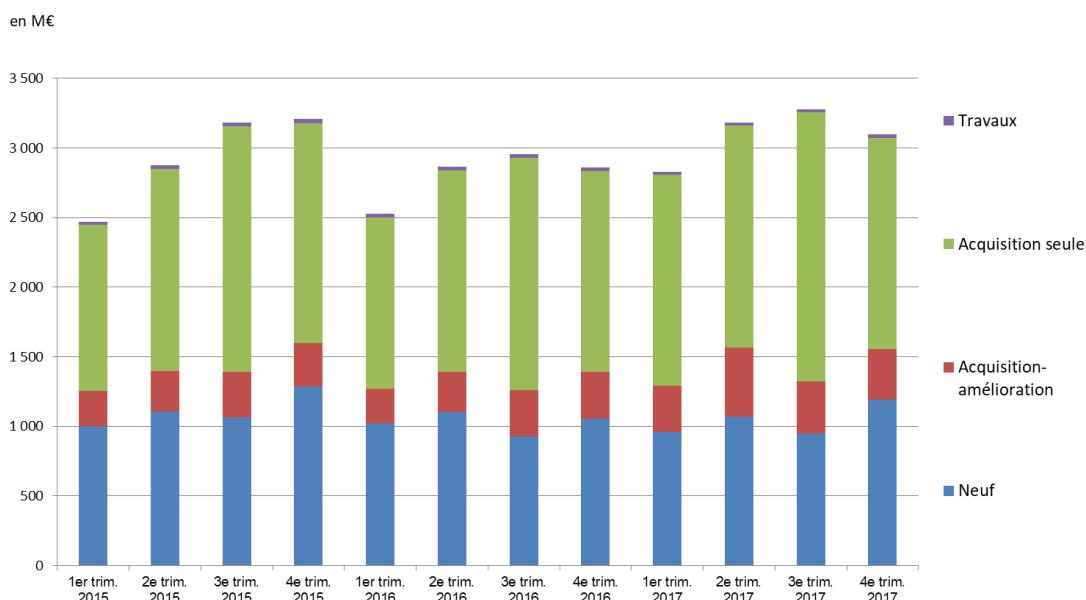
(cf, Annexe 5)

L'ensemble des versements réalisés depuis la fin de l'année précédente totalise 12 388 M€ pour l'année 2017 (11 202 M€ pour 2016), soit une hausse de 10,6 % par rapport à l'année précédente

Seuls les versements pour l'amélioration seule diminuent (-3,7 %), tandis qu'ils augmentent pour les autres types d'opérations : 1,6 %, dans le neuf, 29,9 % pour l'acquisition avec amélioration et 13,2 % pour l'acquisition seule.

Cette année, plus de la moitié des versements réalisés concernent l'acquisition seule (52,9 % contre 51,7 % en 2016), tandis que 33,7 % (contre 36,6 % l'année précédente) sont pour le neuf, 12,7 % (contre 10,8 % en 2016) pour l'acquisition avec amélioration et 0,8 % pour l'amélioration seule.

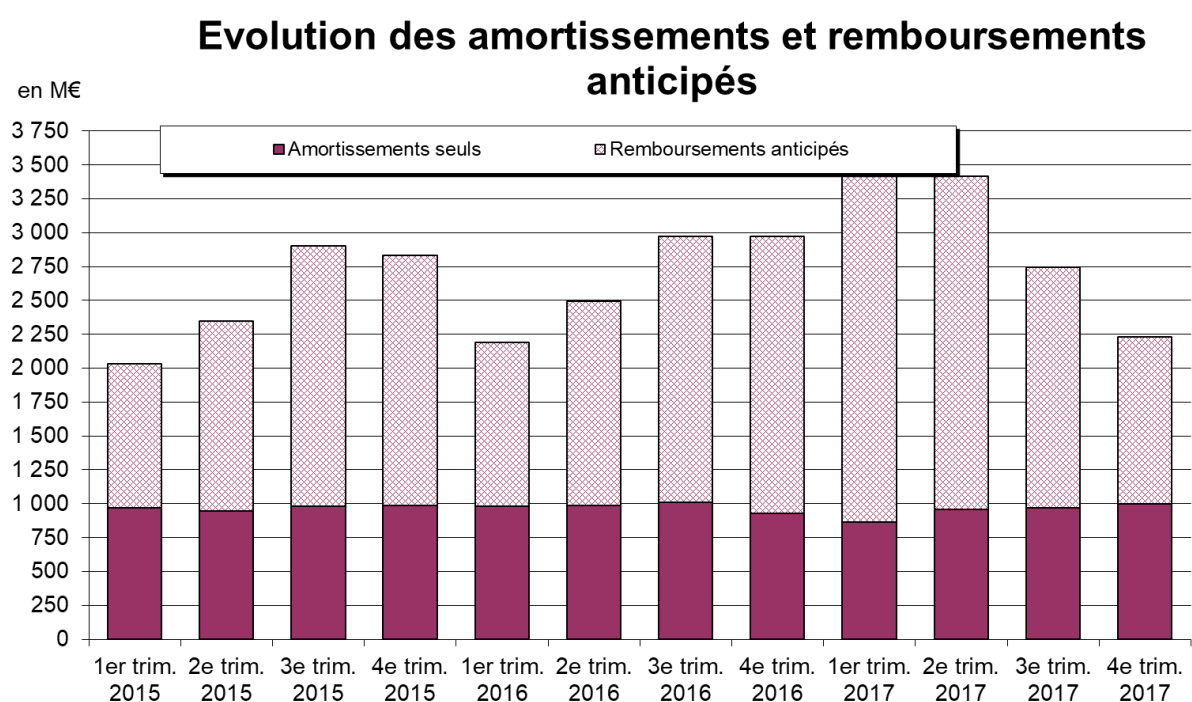
Montants trimestriels des versements réalisés



¹¹ Une analyse y montre qu'un certain nombre d'établissements de crédit déclarent systématiquement l'ensemble de leurs emprunteurs PAS, éligibles à l'APL. Des études sont faites en substituant aux observations brutes le résultat d'un calcul conventionnel.

L) Hausse des amortissements et des remboursements anticipés.
(cf, Annexe 5)

L'ensemble des amortissements (y compris remboursements anticipés et ajustements) totalise 11 928 M€ pour l'année 2017, en hausse de 12,2 % par rapport à 2016. Les remboursements anticipés progressent de 21,2 % par rapport à 2016, ils représentent 8 137 M€, soit 68,2 % du total des amortissements (contre 63,2 % en 2016). Par conséquent, les amortissements nets des remboursements anticipés se chiffrent à 3 791 M€ contre 3 916 M€ en 2016, ce qui représente une baisse par rapport à 2016 de 3,2 %.

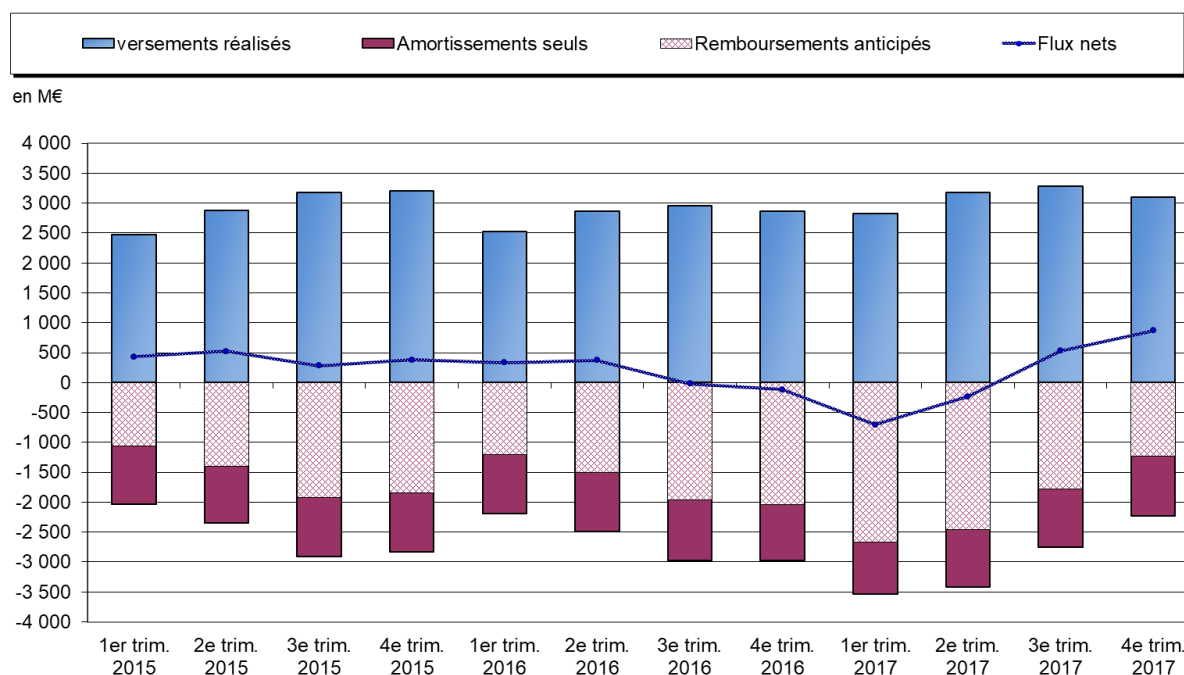


M) L'encours des prêts : 68,1 milliards d'euros.
(cf, Annexes 1 et 4)

Cette année encore, les versements réalisés sont supérieurs aux amortissements. En 2017, le flux positif d'encours¹² est de 460 millions d'euros (contre 573 millions d'euros en 2016). Cependant, en début d'année 2017, le flux net était négatif, c'est-à-dire que les amortissements étaient supérieurs au cours des deux premiers trimestres aux versements (-702 millions d'euros au 1^{er} trimestre et -235 millions d'euros au 2^e trimestre).

¹² Égal à la différence entre versements et amortissements (y compris remboursements anticipés)

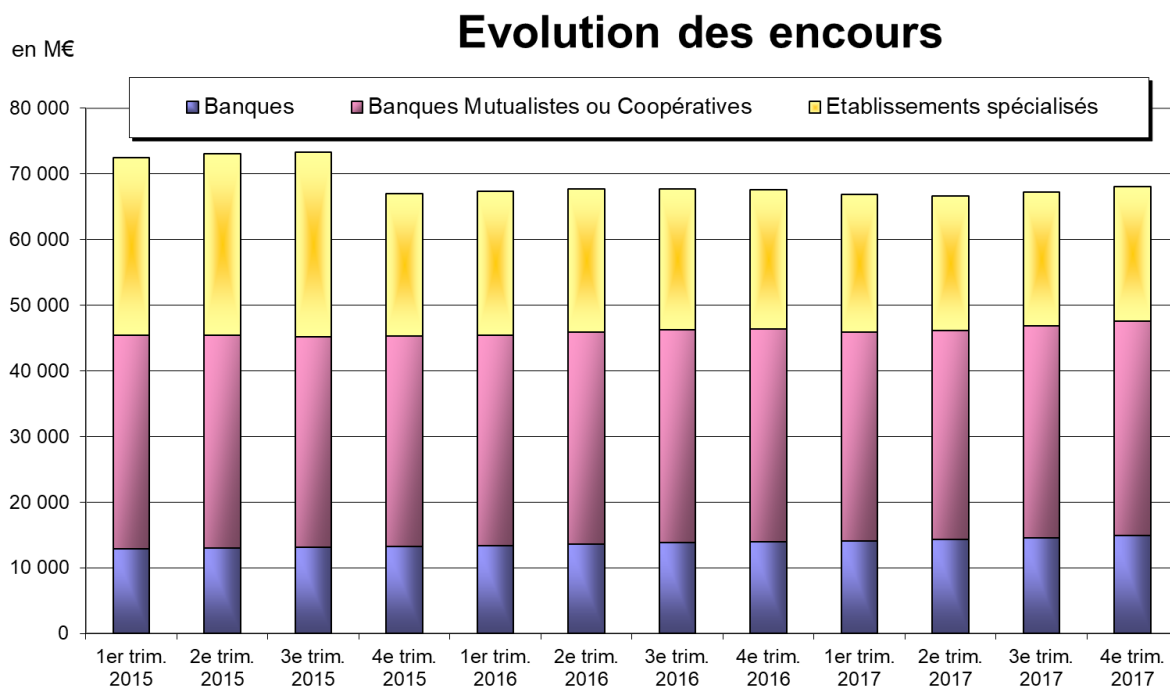
Evolution des versements et des amortissements



L'encours a augmenté de 0,7 % au cours de l'année 2017, mais il n'a commencé à augmenter qu'à compter du 3^e trimestre 2017.

La répartition de l'encours entre les différents prêteurs fin décembre 2017 est peu modifiée par rapport à l'année précédente (entre parenthèses, les valeurs à fin décembre 2016):

- Banques généralistes : 21,9 % (20,7 %)
- Banques mutualistes ou coopératives : 48,0 % (47,8 %)
- Établissements spécialisés : 30,1 % (31,5 %)



A la fin de l'année 2017 et comparativement à l'année précédente :

- L'encours des PC avec APL représente environ un quart de l'encours total (22,1 %), ceci avec les mêmes réserves que ci-avant sur la fiabilité des déclarations reçues.
- L'encours des PAS représente près de trois quarts du total (74,9 % contre 72,1 % fin 2016).
- L'encours des PC d'une durée supérieure à 20 ans représente plus de la moitié de l'encours global (56,3 % soit -1,2 point). Pour mémoire, il représentait 57,5 % fin 2016.

ANNEXES

ANNEXES

<u>Annexe 1 : Situation récapitulative des prêts conventionnés</u>	<u>2</u>
<u>Annexe 2 : Emissions de prêts conventionnés par principaux Prêteurs</u>	<u>3</u>
<u>Annexe 3 : Emissions de prêts conventionnés par type d'opérations</u>	<u>5</u>
<u>Annexe 4 : Emissions PC / PAS</u>	<u>7</u>
<u>Annexe 5 : Historique trimestriel des flux et encours</u>	<u>8</u>
<u>Annexe 6 : Emissions des prêts conventionnés par établissements</u>	<u>10</u>
<u>Annexe 7 : Liste des établissements</u>	<u>12</u>

Annexe 1 : Situation récapitulative des prêts conventionnés

Déclarations reçues au 18/04/2018

Les émissions (auparavant appelées prêts autorisés) représentent les offres de prêts émises au cours de cette période.

Récapitulatif

M€	Emissions de Prêt			Flux affectant les encours de prêts				Encours des prêts fin de période
	Effectifs	Montant	Montant moyen d'un PC	Versements (1)	Amortissements et RA (1)	Flux nets (1)	Ajustements	
2017	117 288	13 218,0	0,113	12 387,5	11 928,0	459,5	40,6	68 096
4e trimestre	32 695	3 399,2	0,104	3 099,0	2 232,5	866,5	8,9	68 096
3e trimestre	28 451	3 236,9	0,114	3 277,7	2 747,8	529,9	9,3	67 220
2e trimestre	31 033	3 571,9	0,115	3 183,0	3 417,8	-234,8	13,8	66 681
1er trimestre	25 109	3 010,0	0,120	2 827,8	3 529,9	-702,1	8,7	66 902
2016	111 740	12 255,1	0,110	11 202,0	10 628,5	573,4	36,9	67 595
4e trimestre	30 540	3 412,2	0,112	2 859,2	2 973,8	-114,6	11,2	67 595
3e trimestre	27 203	3 008,4	0,111	2 955,4	2 973,5	-18,1	9,0	67 699
2e trimestre	31 920	3 454,2	0,108	2 862,3	2 491,8	370,5	8,3	67 708
1er trimestre	22 077	2 380,3	0,108	2 525,1	2 189,5	335,6	8,4	67 329
2015	105 602	12 300,5	0,116	11 736,0	10 120,6	1 615,4	-6 690,2	66 985
4e trimestre	27 929	3 255,8	0,117	3 208,9	2 830,5	378,4	-6 701,8	66 985
3e trimestre	29 242	3 471,2	0,119	3 184,0	2 905,5	278,6		73 309
2e trimestre	27 431	3 118,0	0,114	2 873,8	2 349,4	524,4		73 030
1er trimestre	21 000	2 455,4	0,117	2 469,3	2 035,3	434,1	11,6	72 506

M€	Ensemble		dont PC éligibles à l'APL*		dont PAS		dont PC à taux révisables	
	Effectifs	Montant	Effectifs	Montant	Effectifs	Montant	Effectifs	Montant
2017	117 288	13 218,0	14 273	1 604,4	101 725	10 841,4	1 374	194,9
4e trimestre	32 695	3 399,2	3 593	363,8	28 718	2 806,1	318	54,2
3e trimestre	28 451	3 236,9	3 333	337,9	24 302	2 592,8	370	49,1
2e trimestre	31 033	3 571,9	3 831	532,3	26 823	2 929,0	340	46,7
1er trimestre	25 109	3 010,0	3 516	370,4	21 882	2 513,5	346	44,9
2016	111 740	12 255,1	16 222	1 577,7	98 988	10 306,2	1 082	232,9
4e trimestre	30 540	3 412,2	4 312	414,8	27 238	2 916,1	193	46,4
3e trimestre	27 203	3 008,4	4 514	436,5	23 868	2 511,1	213	47,1
2e trimestre	31 920	3 454,2	4 273	417,8	28 304	2 906,4	422	77,3
1er trimestre	22 077	2 380,3	3 123	308,6	19 578	1 972,6	254	62,1
2015	105 602	12 300,5	16 356	1 773,8	74 276	8 022,7	1 491	307,6
4e trimestre	27 929	3 255,8	4 253	464,2	23 613	2 620,9	338	85,8
3e trimestre	29 242	3 471,2	4 472	493,8	19 068	2 069,9	431	90,6
2e trimestre	27 431	3 118,0	4 147	445,1	17 643	1 815,7	418	71,2
1er trimestre	21 000	2 455,4	3 484	370,7	13 952	1 516,1	304	59,9

(1) Sous toutes réserves, compte tenu des lacunes constatées dans les déclarations de versements et d'amortissements. Les versements sont les sommes effectivement mises à la disposition de l'emprunteur pendant la période sous revue.

* Prêts (PAS, PSLA et autres PC) dont les titulaires remplissaient, à la date de la demande, les conditions requises pour bénéficier de l'APL, autrement dit sont éligibles à l'APL. A noter qu'un certain nombre d'établissements de crédit déclarent systématiquement l'ensemble de leurs emprunteurs éligibles à l'APL (confondant l'éligibilité à l'APL au titre du prêt et celle du ménage) tandis qu'à l'inverse, d'autres indiquent qu'aucun ménage ne pourra en bénéficier (la plupart du temps parce qu'ils n'ont pas recueilli et stocké l'information).

Il s'agit pour chacune des colonnes de ce tableau de particularités de certains PC. Des prêts peuvent appartenir aux différentes catégories de ce tableau, mais d'autres ne faire partie d'aucune.

Annexe 2 : Emissions des prêts conventionnés par principaux Prêteurs

Déclarations reçues au 18/04/2018

Emissions par type de prêteur - Effectifs

	Ensemble	Banques	Banques Mutualistes ou Coopératives	Etablissements spécialisés
2017	117 288	24 743	62 555	29 990
	100,0%	21,1%	53,3%	25,6%
4e trimestre	32 695	5 775	18 624	8 296
3e trimestre	28 451	6 007	16 004	6 440
2e trimestre	31 033	7 093	16 972	6 968
1er trimestre	25 109	5 868	10 955	8 286
2016	111 740	26 800	55 605	29 335
	100,0%	24,0%	49,8%	26,3%
4e trimestre	30 540	6 529	14 686	9 325
3e trimestre	27 203	6 357	13 770	7 076
2e trimestre	31 920	9 007	16 263	6 650
1er trimestre	22 077	4 907	10 886	6 284
2015	105 602	24 044	54 687	26 871
	100,0%	22,8%	51,8%	25,4%
4e trimestre	27 929	5 844	14 713	7 372
3e trimestre	29 242	6 647	15 707	6 888
2e trimestre	27 431	6 348	14 859	6 224
1er trimestre	21 000	5 205	9 408	6 387

Emissions par type de prêteur - Montants en M€

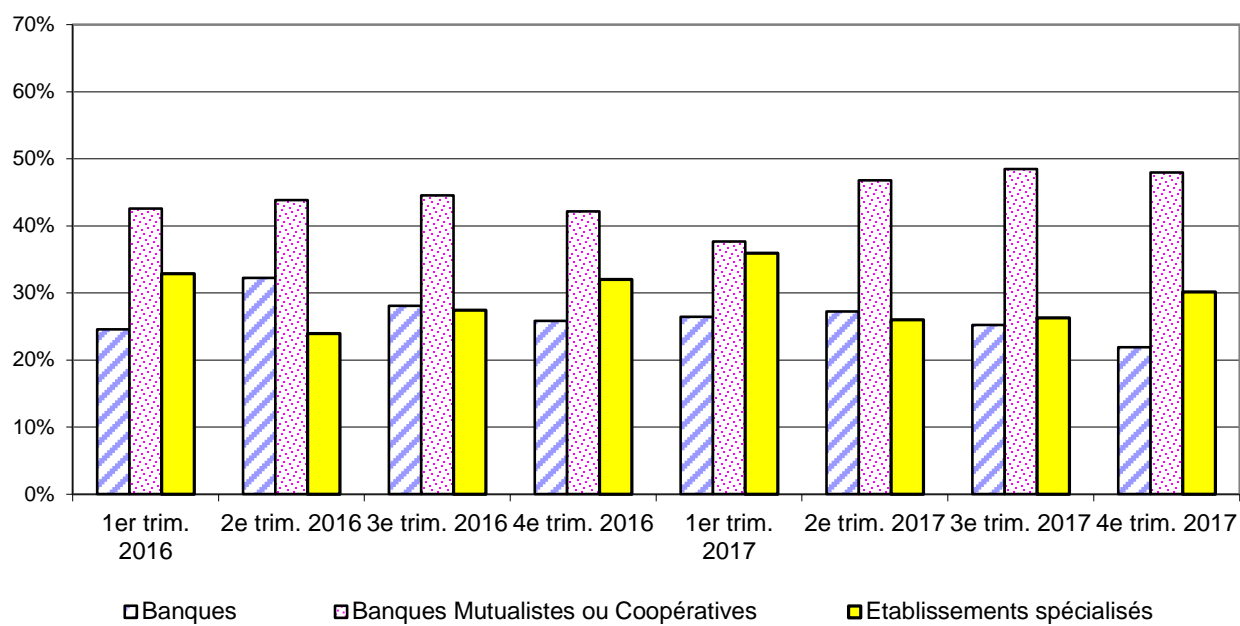
	Ensemble	Banques	Banques Mutualistes ou Coopératives	Etablissements spécialisés
2017	13 218,0	3 329,5	6 002,7	3 885,8
	100,0%	25,2%	45,4%	29,4%
4e trimestre	3 399,2	743,9	1 630,3	1 025,1
3e trimestre	3 236,9	816,7	1 568,8	851,5
2e trimestre	3 571,9	973,1	1 670,6	928,1
1er trimestre	3 010,0	795,9	1 133,0	1 081,1
2016	12 255,1	3 423,4	5 305,2	3 526,5
	100,0%	27,9%	43,3%	28,8%
4e trimestre	3 412,2	881,2	1 438,6	1 092,4
3e trimestre	3 008,4	843,9	1 339,6	824,8
2e trimestre	3 454,2	1 113,6	1 513,9	826,7
1er trimestre	2 380,3	584,7	1 013,1	782,6
2015	12 300,5	3 123,3	5 469,8	3 707,4
	100,0%	25,4%	44,5%	30,1%
4e trimestre	3 255,8	757,2	1 487,4	1 011,3
3e trimestre	3 471,2	880,8	1 626,7	963,7
2e trimestre	3 118,0	834,5	1 433,0	850,5
1er trimestre	2 455,4	650,7	922,8	881,9

[page suivante](#)

Annexe 2 : Emissions des prêts conventionnés par principaux Prêteurs

Déclarations reçues au 18/04/2018

PARTS DE MARCHE (en montant d'émissions des PC)



Annexe 3 : Emissions de prêts conventionnés par type d'opérations

Déclarations reçues au 18/04/2018

Emissions par type d'opérations - Effectifs

	Ensemble	Neuf	Acquisition- amélioration	Acquisition seule	Travaux
2017	117 288	47 011	13 399	55 150	1 728
	100,0%	40,1%	11,4%	47,0%	1,5%
4e trimestre	32 695	16 604	3 466	12 199	426
3e trimestre	28 451	10 770	3 266	14 027	388
2e trimestre	31 033	11 059	3 606	15 890	478
1er trimestre	25 109	8 578	3 061	13 034	436
2016	111 740	43 151	12 912	54 147	1 530
	100,0%	38,6%	11,6%	48,5%	1,4%
4e trimestre	30 540	13 286	3 506	13 317	431
3e trimestre	27 203	10 211	3 220	13 387	385
2e trimestre	31 920	11 686	3 732	16 069	433
1er trimestre	22 077	7 968	2 454	11 374	281
2015	105 602	37 073	11 019	55 583	1 927
	100,0%	35,1%	10,4%	52,6%	1,8%
4e trimestre	27 929	10 262	2 777	14 442	448
3e trimestre	29 242	10 496	2 985	15 241	520
2e trimestre	27 431	9 411	2 870	14 562	588
1er trimestre	21 000	6 904	2 387	11 338	371

Emissions par type d'opérations - Montants M€

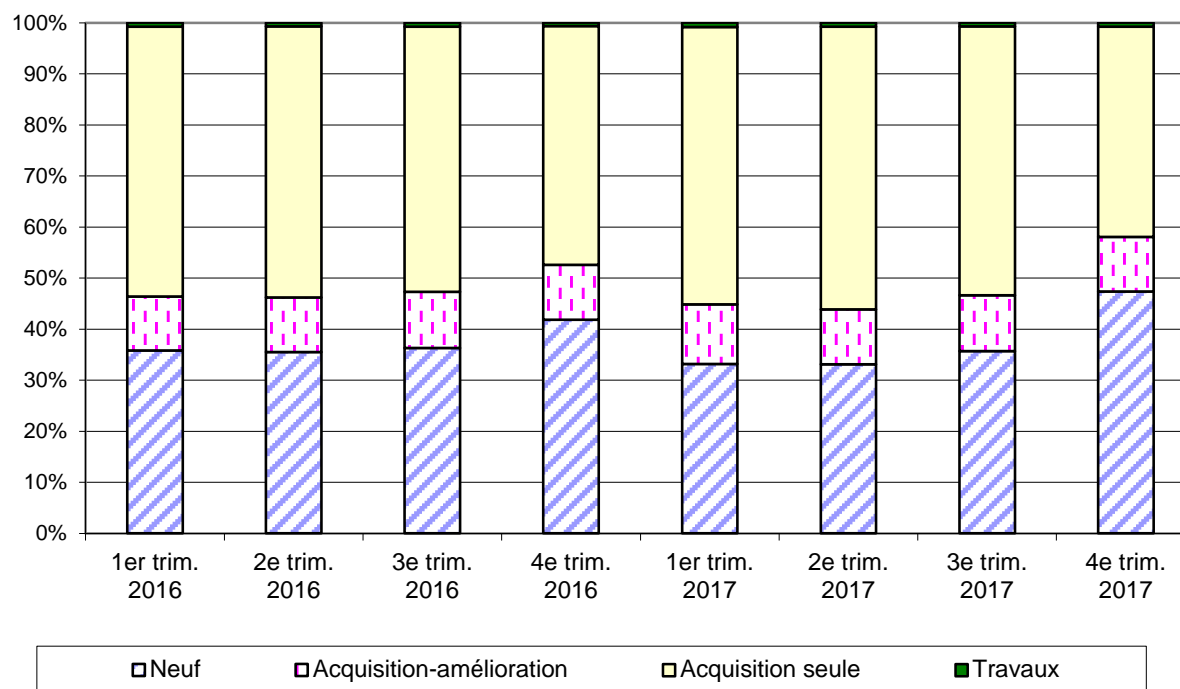
	Ensemble	Neuf	Acquisition- amélioration	Acquisition seule	Travaux
2017	13 218,0	4 943,4	1 455,8	6 717,4	101,3
	100,0%	37,4%	11,0%	50,8%	0,8%
4e trimestre	3 399,2	1 608,8	365,4	1 399,3	25,7
3e trimestre	3 236,9	1 154,2	355,1	1 705,5	22,1
2e trimestre	3 571,9	1 182,0	384,7	1 977,8	27,4
1er trimestre	3 010,0	998,3	350,7	1 634,9	26,1
2016	12 255,1	4 596,4	1 320,9	6 248,8	89,0
	100,0%	37,5%	10,8%	51,0%	0,7%
4e trimestre	3 412,2	1 427,1	367,7	1 594,3	23,0
3e trimestre	3 008,4	1 091,6	330,3	1 563,1	23,4
2e trimestre	3 454,2	1 225,9	370,5	1 833,0	24,8
1er trimestre	2 380,3	851,8	252,4	1 258,4	17,8
2015	12 300,5	4 510,9	1 264,1	6 411,8	113,8
	100,0%	36,7%	10,3%	52,1%	0,9%
4e trimestre	3 255,8	1 270,5	307,8	1 649,1	28,5
3e trimestre	3 471,2	1 307,5	348,6	1 784,7	30,4
2e trimestre	3 118,0	1 094,1	315,0	1 673,6	35,3
1er trimestre	2 455,4	838,8	292,7	1 304,3	19,6

[page suivante](#)

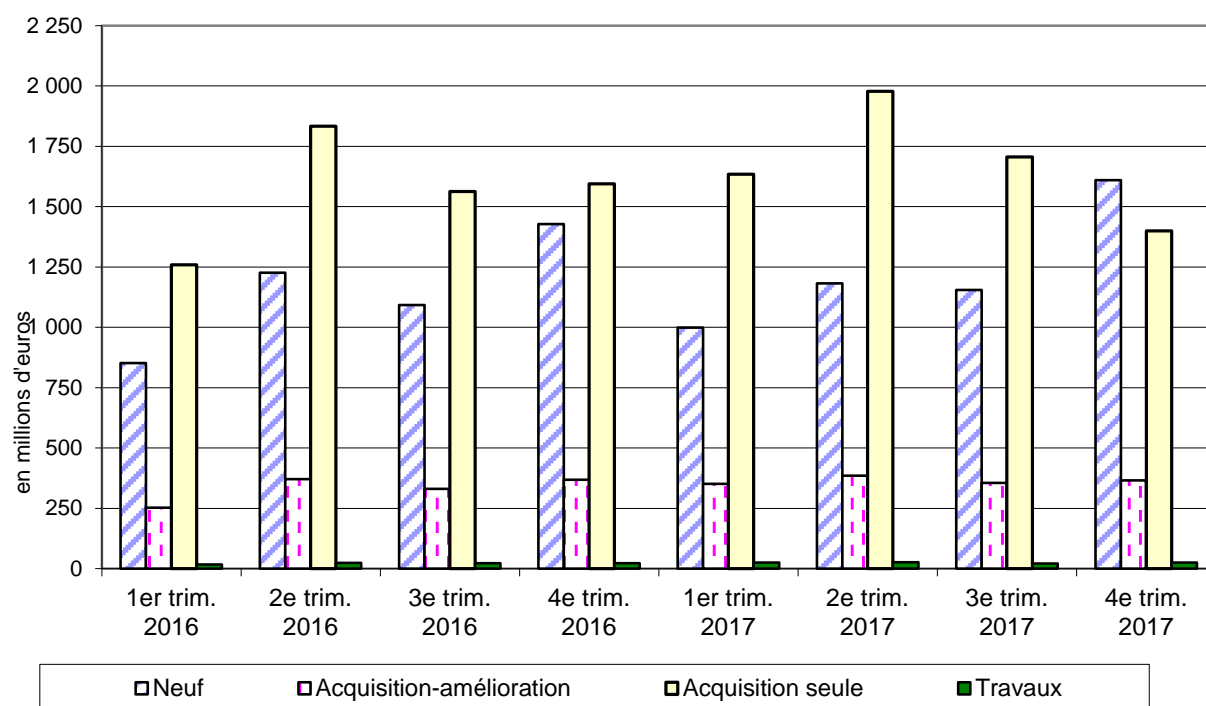
Annexe 3 : Emissions de prêts conventionnés par type d'opérations

Déclarations reçues au 18/04/2018

REPARTITION des émissions par type d'opération (en montant)



EMISSIONS TRIMESTRIELLES par type d'opération (en montant)

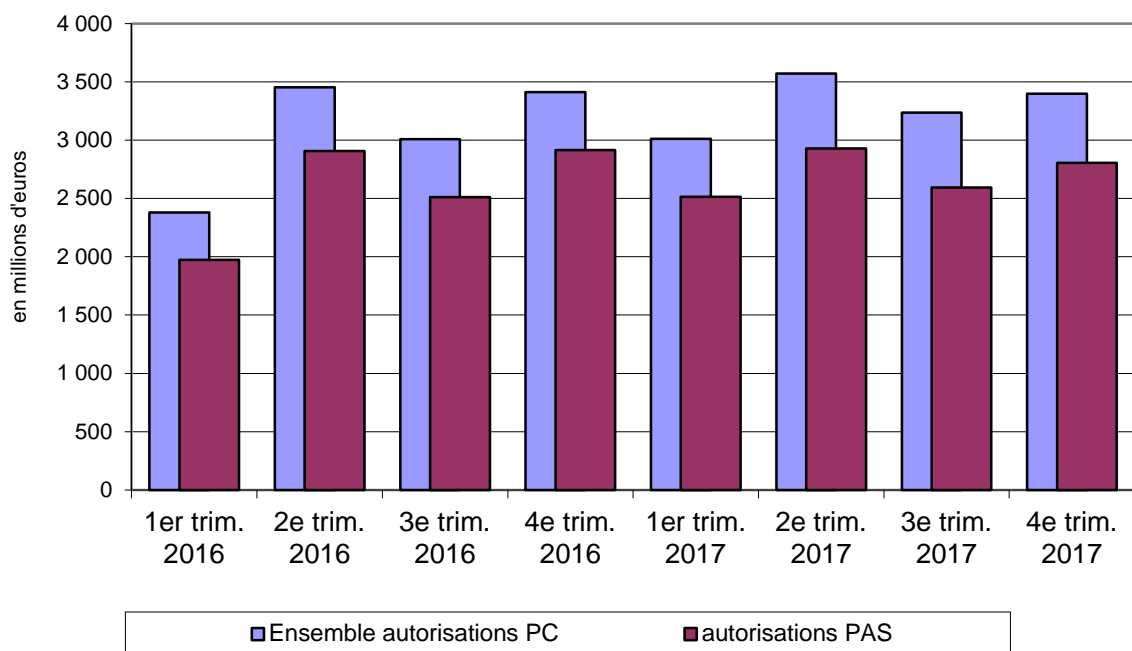


Annexe 4 : Emissions PC / PAS

Déclarations reçues au 18/04/2018

M€	Ensemble		dont PAS		Poids des PAS dans l'ensemble des PC	
	Effectifs	Montant	Effectifs	Montant	Effectifs	Montant
2017	117 288	13 218,0	101 725	10 841,4	86,7%	82,0%
4e trimestre	32 695	3 399,2	28 718	2 806,1	87,8%	82,6%
3e trimestre	28 451	3 236,9	24 302	2 592,8	85,4%	80,1%
2e trimestre	31 033	3 571,9	26 823	2 929,0	86,4%	82,0%
1er trimestre	25 109	3 010,0	21 882	2 513,5	87,1%	83,5%
2016	111 740	12 255,1	98 988	10 306,2	88,6%	84,1%
4e trimestre	30 540	3 412,2	27 238	2 916,1	89,2%	85,5%
3e trimestre	27 203	3 008,4	23 868	2 511,1	87,7%	83,5%
2e trimestre	31 920	3 454,2	28 304	2 906,4	88,7%	84,1%
1er trimestre	22 077	2 380,3	19 578	1 972,6	88,7%	82,9%
2015	105 602	12 300,5	74 276	8 022,7	70,3%	65,2%
4e trimestre	27 929	3 255,8	23 613	2 620,9	84,5%	80,5%
3e trimestre	29 242	3 471,2	19 068	2 069,9	65,2%	59,6%
2e trimestre	27 431	3 118,0	17 643	1 815,7	64,3%	58,2%
1er trimestre	21 000	2 455,4	13 952	1 516,1	66,4%	61,7%

EMISSIONS PC et PAS (en montant)



Annexe 5 : Historique trimestriel des flux et encours

Déclarations reçues au 18/04/2018

Encours global des Prêts Conventionnés (M€)

	Encours fin de période	dont PC avec APL (1)		dont PAS		dont PC d'une durée > à 20 ans	
		Montant	%	Montant	%	Montant	%
2017	68 096	15 078	22,1%	50 973	74,9%	38 355	56,3%
4e trimestre	68 096 (2)	15 078	22,1%	50 973	74,9%	38 355	56,3%
3e trimestre	67 220 (3)	15 198	22,6%	49 937	74,3%	37 810	56,2%
2e trimestre	66 681 (4)	15 397	23,1%	49 111	73,7%	37 555	56,3%
1er trimestre	66 902 (5)	15 783	23,6%	48 806	73,0%	37 841	56,6%
2016	67 595	17 450	25,8%	48 737	72,1%	38 887	57,5%
4e trimestre	67 595 (6)	17 450	25,8%	48 737	72,1%	38 887	57,5%
3e trimestre	67 699	17 175	25,4%	48 295	71,3%	39 464	58,3%
2e trimestre	67 708	20 192	29,8%	47 724	70,5%	39 897	58,9%
1er trimestre	67 329	17 749	26,4%	47 018	69,8%	39 848	59,2%
2015	66 985	18 574	27,7%	46 249	69,0%	39 527	59,0%
4e trimestre	66 985	18 574	27,7%	46 249	69,0%	39 527	59,0%
3e trimestre	73 309	17 325	23,6%	50 491	68,9%	35 583	48,5%
2e trimestre	73 030	17 915	24,5%	49 554	67,9%	36 505	50,0%
1er trimestre	72 506 (7)	18 373	25,3%	48 524	66,9%	36 852	50,8%

Encours des Prêts Conventionnés par types de prêteurs (M€)

	Encours fin de période	Banques	Banques Mutualistes ou Coopératives	Etablissements spécialisés
2017	68 096	14 883	32 719	20 494
4e trimestre	68 096	14 883	32 719	20 494
3e trimestre	67 220	14 587	32 219	20 415
2e trimestre	66 681	14 286	31 863	20 532
1er trimestre	66 902	14 053	31 847	21 002
2016	67 595	14 001	32 333	21 262
4e trimestre	67 595	14 001	32 333	21 262
3e trimestre	67 699	13 819	32 377	21 503
2e trimestre	67 708	13 577	32 336	21 795
1er trimestre	67 329	13 327	32 054	21 948
2015	66 985	13 234	32 044	21 707
4e trimestre	66 985	13 234	32 044	21 707
3e trimestre	73 309	13 090	32 039	28 180
2e trimestre	73 030	12 988	32 365	27 677
1er trimestre	72 506	12 854	32 571	27 080

(1) Prêts dont les titulaires remplissaient, à la date de la demande, les conditions requises pour bénéficier de l'APL

[page suivante](#)

Annexe 5 : Historique trimestriel des flux et encours

Déclarations reçues au 18/04/2018

Flux affectant les encours : versementss réalisés et amortissements (M€)

Sous toutes réserves, compte tenu des lacunes constatées dans les déclarations d'affaires nouvelles et d'amortissements.
Les versements représentent ceux réalisés depuis la fin du trimestre précédent.

	Versements	Neuf		Acquisition- amélioration		Acquisition seule		Travaux		Amortissements et RA	
Périodes	Montant	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	dont RA
2017	12 388	4 169	33,7%	1 571	12,7%	6 552	52,9%	95	0,8%	11 928	8 137
4e trimestre	3 099	1 189	38,4%	368	11,9%	1 515	48,9%	26	0,9%	2 232	1 235
3e trimestre	3 278	951	29,0%	372	11,4%	1 932	59,0%	22	0,7%	2 748	1 778
2e trimestre	3 183	1 072	33,7%	496	15,6%	1 590	49,9%	25	0,8%	3 418	2 459
1er trimestre	2 828	956	33,8%	336	11,9%	1 515	53,6%	21	0,7%	3 530	2 664
2016	11 202	4 103	36,6%	1 209	10,8%	5 791	51,7%	98	0,9%	10 629	6 713
4e trimestre	2 859	1 053	36,8%	337	11,8%	1 445	50,5%	24	0,8%	2 974	2 045
3e trimestre	2 955	925	31,3%	333	11,3%	1 672	56,6%	26	0,9%	2 973	1 962
2e trimestre	2 862	1 100	38,4%	293	10,2%	1 443	50,4%	25	0,9%	2 492	1 501
1er trimestre	2 525	1 025	40,6%	247	9,8%	1 231	48,7%	23	0,9%	2 189	1 205
2015	11 736	4 454	37,9%	1 189	10,1%	5 986	51,0%	108	0,9%	10 121	6 229
4e trimestre	3 209	1 286	40,1%	312	9,7%	1 579	49,2%	32	1,0%	2 830 (1)	1 840
3e trimestre	3 184	1 064	33,4%	326	10,2%	1 766	55,5%	27	0,9%	2 905 (1)	1 921
2e trimestre	2 874	1 105	38,4%	293	10,2%	1 449	50,4%	27	0,9%	2 349 (1)	1 401
1er trimestre	2 469	999	40,5%	257	10,4%	1 191	48,2%	22	0,9%	2 035 (1)	1 066

Annexe 6 : Emissions des prêts conventionnés par établissements

Déclarations reçues au 18/04/2018

Les prêts autorisés représentent les offres de prêts émises

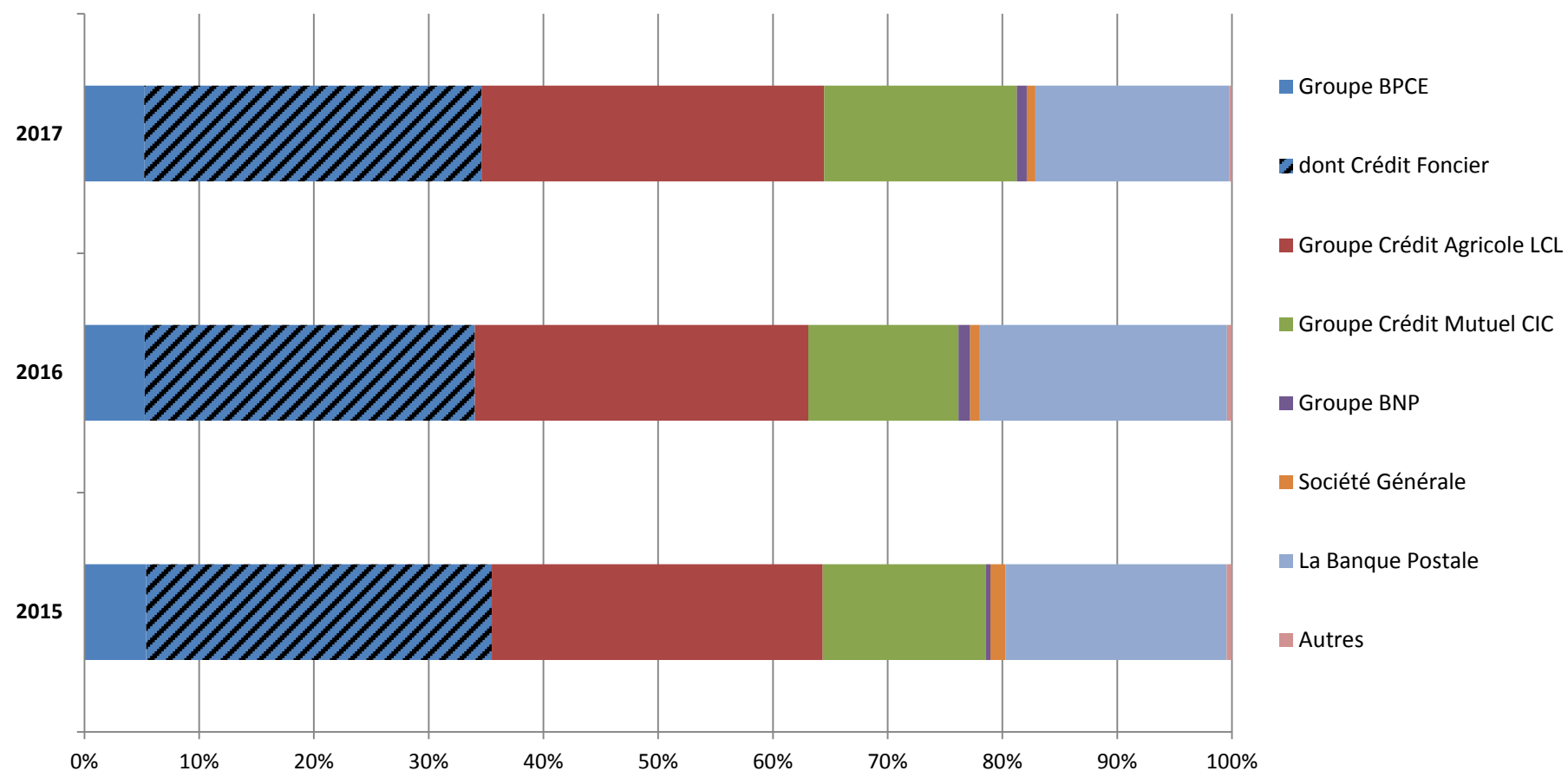
	2015		2016		2017	
	effectifs	Montants en M€	effectifs	Montants en M€	effectifs	Montants en M€
Banques Populaires (BPCE)	976	128,4	943	120,4	3 792	149,9
Caisses d'Epargne (BPCE)	3 846	531,8	4 436	523,8	4 223	537,7
Crédit Foncier de France	26 871	3 707,4	29 335	3 526,5	29 990	3 885,8
Groupe BPCE	31 693	4 368	34 714	4 171	38 005	4 573
Crédit Agricole	38 326	3 491,2	39 508	3 462,9	41 385	3 792,3
LCL	433	53,9	829	98,1	1 269	155,4
Groupe Crédit Agricole LCL	38 759	3 545	40 337	3 561	42 654	3 948
Crédit Mutuel	11 542	1 319,0	10 718	1 198,1	13 155	1 522,7
CIC	3 366	430,4	3 241	404,9	5 090	695,4
Groupe Crédit Mutuel CIC	14 908	1 749	13 959	1 603	18 245	2 218
BNP/PARIBAS	409	50,6	835	124,5	774	114,8
BNP Paribas Personal Finance	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Groupe BNP	409	51	835	124	774	115
Société Générale	1 309	160,5	894	104,8	793	99,0
La Banque Postale	18 162	2 371,8	20 627	2 639,1	16 577	2 231,6
Autres	362	55,5	374	52,1	240	33,3
TOTAL	105 602	12 300,5	111 740	12 255,1	117 288	13 218,0

[page suivante](#)

Annexe 6 : Emissions des prêts conventionnés par établissements

Déclarations reçues au 18/04/2018

PARTS DE MARCHE (en montant d'émissions des PC)



Annexe 7 : Liste des établissements

déclarant à la SGFGAS un encours non nul fin septembre 2017

Banques

B P E

BANQUE CHALUS

BANQUE COURTOIS

BANQUE DE SAVOIE

BANQUE LAYDERNIER

BANQUE RHONE ALPES

BNP PARIBAS

BNP Paribas Personal Finance

Banque CIC Sud Ouest

CIC Est

CIC Nord Ouest

CIC Ouest

CREDIT DU NORD

Caisse Fr. Financement Local

Crédit Industriel et Commercial

DEXIA Crédit Local

LA BANQUE POSTALE

LCL

LYONNAISE DE BANQUE

S B E

SOCIETE GENERALE

SOCIETE MARSEILLAISE CREDIT

SOFIAP

Banques Mutualistes ou Coopératives

BANQUES POPULAIRES (BPCE)

CAISSES D'EPARGNE (BPCE)

CREDIT AGRICOLE s.a.

CREDIT MUTUEL

Etablissements spécialisés

CIFD

CREDIT FONCIER DE FRANCE